

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 254

29 janvier 2014

SOMMAIRE

ACM Institutional Series	12186	Hauck & Aufhäuser Investment Gesell-	
Aerlux	12149	schaft S.A.	12158
Altice B2B Lux. S.à r.l.	12184	Hoiva Holding S.A.	12150
Amberlux S.A.- SPF	12149	Immobildieci S.à r.l.	12189
Argano Overseas S.A.	12151	Marathon Les Grandes Jorasses	12159
Bantleon Opportunities	12185	MFR Naples S.à r.l.	12191
BlackRock Global Funds	12150	MT Art Services Sàrl	12192
Cleome Index	12148	Muller Pneus S.à r.l.	12192
DMM	12147	Namo S.à r.l.	12192
EIP Luxembourg Management Company		Nouvelle Brasserie de l'Etoile S.à r.l.	12192
S.à r.l.	12148	One Distribution S.à r.l.	12192
First State European Diversified Infra-		Ourakan International S.A.	12192
structure Feeder Fund II SCA, SICAV-SIF		Pointlux S.à r.l.	12186
.....	12146	PT-COM	12182
First State European Diversified Infra-		Publitop	12146
structure S.à r.l.	12147	Ypso Holding S.à r.l.	12183
Fur Investments Holding S.A.-SPF	12149		
Ganador	12158		
Hauck & Aufhäuser Investment Gesell-			
schaft S.A.	12158		

Publitop, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 59.734.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire de Publitop (ci-après désignée la «SICAV») qui s'est tenue le 6 janvier 2014, les actionnaires sont invités à assister à la

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 13 février 2014 à 14 heures 30 (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A. au 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la SICAV au 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette et modification subséquente des articles 4 et 24 des statuts;
2. Modification de l'avant-dernier paragraphe de l'article 17 des statuts pour supprimer le détail des conditions réglementaires et se limiter à la seule référence à la loi du 17 décembre 2010 et aux documents relatifs à la vente;
3. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la SICAV et modification subséquente de l'article 24 des statuts.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

Les droits d'un actionnaire de participer à l'Assemblée et d'exercer le droit de vote attaché à ses actions sont déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire le cinquième jour qui précède l'Assemblée à minuit, soit le 7 février 2014 à minuit (heure de Luxembourg).

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 10 février 2014 auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, à l'attention de Legal Fund Management (Fax N° +352 27 97 49 40).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le projet de texte des modifications proposées aux statuts peut être obtenu sans frais auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014004977/755/32.

First State European Diversified Infrastructure Feeder Fund II SCA, SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 180.528.

EXTRAIT

Le conseil de gérance de First State European Diversified Infrastructure S.à r.l. agissant en qualité d'associé gérant commandité du Fonds tenu le 12 décembre 2013 a décidé de transférer le siège social du Fonds avec effet au 1^{er} janvier 2014:

Du 69, Route d'Esch

L-1470 Luxembourg

Au Centre Etoile

11/13 Boulevard de la Foire

L-1528 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FIRST STATE EUROPEAN DIVERSIFIED INFRASTRUCTURE FEEDER FUND II SCA, SICAV-SIF

Société d'Investissement à capital variable

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014000745/22.

(130224622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

DMM, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 141.638.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire de DMM (ci-après désignée la " SICAV ") qui s'est tenue le 6 janvier 2014, les actionnaires sont invités à assister à la

DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le *13 février 2014* à 14 heures (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A. au 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la SICAV au 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette et modification subséquente des articles 4 et 24 des statuts;
2. Modification de l'avant-dernier paragraphe de l'article 17 des statuts pour supprimer le détail des conditions réglementaires et se limiter à la seule référence à la loi du 17 décembre 2010 et aux documents relatifs à la vente;
3. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la SICAV et modification subséquente de l'article 24 des statuts.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

Les droits d'un actionnaire de participer à l'Assemblée et d'exercer le droit de vote attaché à ses actions sont déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire le cinquième jour qui précède l'Assemblée à minuit, soit le 7 février 2014 à minuit (heure de Luxembourg).

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 10 février 2014 auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136 route d'Arlon L-1150 Luxembourg, à l'attention de Legal Fund Management (Fax N° +352 27 97 49 40).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le projet de texte des modifications proposées aux statuts peut être obtenu sans frais auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014004980/755/31.

First State European Diversified Infrastructure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: AUD 35.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 134.314.

EXTRAIT

Le conseil de gérance de la Société tenu le 12 décembre 2013 a décidé de transférer le siège social de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2014:

Du 69, Route d'Esch

L-1470 Luxembourg

Au Centre Etoile

11/13 Boulevard de la Foire

L-1528 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FIRST STATE EUROPEAN DIVERSIFIED INFRASTRUCTURE S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014000747/21.

(130224621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Cleome Index, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 72.234.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire de Cleome Index (ci-après désignée la " SICAV ") qui s'est tenue le 6 janvier 2014, les actionnaires sont invités à assister à la

DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 13 février 2014 à 14 heures 15 (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A. au 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la SICAV au 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette et modification subséquente des articles 4 et 24 des statuts;
2. Modification de l'avant-dernier paragraphe de l'article 17 des statuts pour supprimer le détail des conditions réglementaires et se limiter à la seule référence à la loi du 17 décembre 2010 et aux documents relatifs à la vente;
3. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la SICAV et modification subséquente de l'article 24 des statuts.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

Les droits d'un actionnaire de participer à l'Assemblée et d'exercer le droit de vote attaché à ses actions sont déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire le cinquième jour qui précède l'Assemblée à minuit, soit le 7 février 2014 à minuit (heure de Luxembourg).

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 10 février 2014 auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136 route d'Arlon L-1150 Luxembourg, à l'attention de Legal Fund Management (Fax N° +352 27 97 49 40).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L - 1470 Luxembourg.

Le projet de texte des modifications proposées aux statuts peut être obtenu sans frais auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014004981/755/33.

EIP Luxembourg Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 81.993.

EXTRAIT

Le conseil de gérance de EIP Luxembourg Management Company S.à r.l. (la «Société») tenu le 4 décembre 2013 a décidé de transférer le siège social de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2014:

Du 69, Route d'Esch
L-1470 Luxembourg
Au Centre Etoile
11/13 Boulevard de la Foire
L-1528 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EIP Luxembourg Management Company S.à r.l.
Société à responsabilité limitée
RBC Investor Services Bank S.A.
Société anonyme

Référence de publication: 2014000708/21.

(130224538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Aerlux, Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 67.091.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 24-28, rue Goethe, le jeudi 6 février 2014 à 11.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur les exercices clôturés au 31 décembre 2012;
2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Affectation des résultats;
5. Nominations statutaires.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014008027/546/18.

Amberlux S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 40.492.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 17 février 2014 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2013,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2014014412/833/18.

Fur Investments Holding S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 72.932.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 19 février 2014 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 30 septembre 2013,
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2014014414/833/18.

BlackRock Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 6.317.

The 2014

—
ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of the Company (the "Meeting") will be held at the registered office of the Company at 11.00 a.m. on 20 February 2014 for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. To receive the Directors' and Auditor's reports and to approve the financial statements for the year ended 31 August 2013.
2. To approve the payment of dividends for the year ended 31 August 2013.
3. To discharge the Directors from their responsibilities for all actions taken within their mandate during the year ended 31 August 2013.
4. To re-elect Mr Frank Le Feuvre, Mr Nicholas Hall, Mr Geoffrey Radcliffe, Ms Francine Keiser, Mr Alexander Hocht-Duncan and Mr Bruno Rovelli as Directors until the next general shareholder meeting to be held in 2015.
5. To approve the remuneration of the Directors.
6. To re-elect PricewaterhouseCoopers Société Coopérative as Auditor until the next general shareholder meeting to be held in 2015.

Voting

Resolutions on the Agenda may be passed without a quorum, by a simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

Voting Arrangements

In order to vote at the meeting:

1. The holders of Registered Shares may be present in person or:
 - (a) represented by a duly appointed proxy; or
 - (b) vote by means of a ballot paper ("formulaire") in accordance with the procedures set out in Article 11 of the Company's Articles of Association.
2. Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to:
 - (a) send a duly completed and signed proxy form to the Transfer Agent of the Company to arrive no later than midnight CET on 19 February 2014; or
 - (b) deliver or send by fax a duly completed and signed ballot paper to the Transfer Agent of the Company (Fax No: +352 342010 4227) to arrive no later than midnight CET, Luxembourg time, on 15 February 2014.
3. Proxy forms for registered shareholders can be obtained from the registered office of the Company. A person appointed proxy need not be a holder of Shares in the Company.
4. A pro forma ballot paper can be downloaded from: <http://www.blackrockinternational.com>
5. Lodging of a proxy form or ballot vote will not prevent a shareholder from attending the Meeting and voting in person if he decides to do so.

Copies of the audited annual reports and other financial reports of the Company are available for inspection at the registered office of the Company. Shareholders may also request from the Company or the local investor servicing team to be sent a copy of such reports.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014014413/755/44.

Hoiva Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 169.263.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014000853/9.

(14000069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Argano Overseas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 122.575.

Projet commun de fusion transfrontalière intracommunautaire par absorption de la Société Luxembourgeoise "Argano Overseas, s.a." (la société absorbée) par la société espagnole "Guadiana 1977 Inversiones y Estudios, s.l." (la société absorbante)

Conformément aux stipulations de la Loi 3/2009, du 3 avril, portant Modifications Structurelles des Sociétés Commerciales (ci-après, la "LMS"), aux articles 226 et suivants du Règlement du Registre du Commerce et des Sociétés (ci-après, le "RRC") et à l'article 261, premier alinéa de la Loi luxembourgeoise en vigueur relative aux sociétés commerciales (ci-après, la "LSC"), les soussignés, agissant en tant qu'administrateurs des sociétés ARGANO OVERSEAS, S.A. (ci-après "ARGANO") et GUADIANA 1977 INVERSIONES Y ESTUDIOS, S.L (ci-après, "GUADIANA") ont rédigé et approuvé le présent projet commun de fusion par absorption entre GUADIANA, en tant que société absorbante, et ARGANO, en tant que société absorbée, selon les dispositions de la LMS et de l'article 261, deuxième et quatrième alinéas, de la LSC (ci-après, le "Projet de Fusion").

Dans le cadre de la fusion envisagée, la société commerciale GUADIANA absorbera la société ARGANO, si bien qu'une fois la fusion par absorption réalisée, la seule société existante sera GUADIANA, qui aura acquis par succession universelle le patrimoine de la société absorbée, ARGANO, qui sera dissoute sans liquidation.

La fusion s'inscrit dans un processus de restructuration d'entreprise, qui prévoit la concentration des sociétés qui participent à la fusion afin de simplifier leur gestion et de faciliter la réalisation de leurs objectifs stratégiques, ce qui entraînera également un renforcement de l'actif.

Le processus est fondé sur les bilans des Sociétés participantes, clos au 31 août 2013 pour GUADIANA et au 31 juillet 2013 pour ARGANO, qui ont été arrêtés spécifiquement pour les besoins de la fusion.

II. Le présent Projet Commun de Fusion est rédigé conformément aux stipulations des articles 31 et 59 de la LMS et de l'article 261, alinéas 2 et 4 de la LSC.

En application des stipulations des articles susvisés, les informations qui y sont demandées sont reproduites ci-après:

Premièrement. - Renseignements relatifs aux sociétés qui participent à la fusion

La dénomination sociale, la forme juridique, l'adresse du siège et les informations d'identification des sociétés qui participent à la fusion sont indiquées ci-dessous:

1. ARGANO (société absorbée):

- Dénomination sociale: ARGANO OVERSEAS, S.A.

* Forme juridique: Société anonyme

- Adresse du siège: Place du Théâtre 1, L-2613 Luxembourg.

- Immatriculation: au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg, sous le numéro B122575.

* Code d'Identif. Fiscale: 2006 2236 141

1. 2. GUADIANA (société absorbante):

- Dénomination sociale: GUADIANA 1977 INVERSIONES Y ESTUDIOS, S.L.

* Forme juridique: Société à Responsabilité Limitée.

* Adresse du siège: calle Álvarez de Baena 4, Madrid.

- Immatriculation: au Registre du Commerce et des Sociétés de Madrid, au Tome 21.980, Livre 0, Folio 111, 8^{ème} Section, Feuille M-391711.

* Code d'Identif. Fiscale: B-84503283

Deuxièmement. - Modalité et Procédure d'échange des actions

Etant donné que GUADIANA et ARGANO sont entièrement et directement détenues par les mêmes associés (quatre personnes physiques), chacun avec la même participation (25% pour chacun des quatre associés), il n'y a lieu de mentionner dans le projet de fusion ni la modalité ni la procédure d'échange des actions, conformément aux stipulations des articles 52.1, 49.1.1^o de la LMS et 278 de la LSC.

Troisièmement. - Effets sur les apports en industrie ou Les prestations accessoires

Etant donné qu'aucune des sociétés qui participent à la fusion n'a d'apporteurs en industrie ni d'associés soumis à l'obligation de fournir des prestations accessoires, il n'y a pas lieu d'analyser cette question par rapport à la fusion.

Quatrièmement. - Droits à accorder aux titulaires de droits spéciaux dans la société issue de la fusion (Guadiana).

Ni la société absorbante ni la société absorbée n'ont procédé à l'émission d'actions spéciales ou privilégiées, et aucune personne ne bénéficie de droits spéciaux autres que ceux conférés par les actions. Il n'y a donc pas lieu d'analyser cette question par rapport à la fusion.

Cinquièmement. - Avantages accordés aux administrateurs et aux experts

Etant donné que, conformément aux stipulations des articles 52.1 et 49.1.2° de la LMS, et de l'article 278 de la LSC, aucun expert indépendant ne doit intervenir dans le cadre de la fusion, GUADIANA et ARGANO étant entièrement et directement détenues par les mêmes associés, chacun avec le même pourcentage de participation, il n'y a pas lieu d'analyser l'attribution d'avantages de quelque nature que ce soit à des experts indépendants par rapport à la fusion.

Par ailleurs, il est fait état que les Administrateurs des sociétés qui participent à la fusion ne recevront aucun avantage de quelque nature que ce soit dans la société issue de la fusion (GUADIANA).

Sixièmement. - Date de la participation aux gains.

Etant donné que, comme indiqué ci-dessus, GUADIANA et ARGANO sont entièrement et directement détenues par les mêmes associés, chacun avec le même pourcentage de participation, il n'y a pas lieu d'analyser cette question par rapport au projet de fusion, conformément aux stipulations des articles 52.1 et 49.1.1° de la LMS et 278 de la LSC.

Septièmement. - Date d'effet de la fusion du point de vue comptable

Du point de vue comptable, la date à partir de laquelle les opérations de la société à dissoudre (ARGANO) seront considérées comme étant exercées par la société absorbante (GUADIANA) est fixée aux 1^{er} janvier 2014.

Huitièmement. - Statuts de la société issue de la fusion

Etant donné que, comme indiqué ci-dessus, GUADIANA et ARGANO sont entièrement et directement détenues par les mêmes associés, chacun avec le même pourcentage de participation, il n'y a pas lieu de procéder à l'augmentation du capital de la société absorbante (GUADIANA), conformément aux stipulations des articles 52.1 et 49.1.3° de la LMS et 257 et suivants de la LSC, et dès lors que l'apport en patrimoine reçu par la société absorbante (GUADIANA) au titre de la fusion peut être imputé à la prime d'émission (de fusion), il n'est pas nécessaire de proposer aux Assemblées des actionnaires des sociétés qui participent à la fusion de modifier l'article des statuts concernant le capital social de la société absorbante.

Par ailleurs, il n'est proposé de modifier aucun des autres articles des statuts de la société absorbante au titre de la fusion envisagée, le libellé des statuts de la société absorbante restant donc inchangé. En conséquence, afin de se conformer aux articles 38 de la LMS et 261 de la LSC en ce qui concerne à l'inclusion dans le projet commun de fusion des statuts de la société issue de la fusion (GUADIANA), nous renvoyons aux statuts en vigueur de cette société qui sont déjà enregistrés au Registre du commerce.

Neuvièmement. - Valorisation de l'actif et du passif de la société absorbée (Argano) à transmettre et Dates des comptes des sociétés qui fusionnent à utiliser pour déterminer les conditions applicables à la fusion.

Etant donné qu'il s'agit d'une fusion transfrontalière intracommunautaire, conformément aux stipulations de l'article 49.1.1° de la LMS et 278 de la LSC, la valorisation de l'actif et du passif de la société qui sera transmise (ARGANO) à la société issue de la fusion (GUADIANA), est celle-ci: l'actif net d'ARGANO s'élève à -255.095,35€, chiffre obtenu en soustrayant le passif total, qui s'élève à 1.145.159,17€, de l'actif total, qui est de 1.400.254,52€.

Par ailleurs, les dates des comptes des sociétés qui fusionnent à utiliser pour déterminer les conditions applicables à la fusion sont fixées au 31 août 2013 pour GUADIANA, et au 31 juillet 2013 pour ARGANO.

Dixièmement. - Possibles conséquences sur l'emploi, sur l'organe d'administration et sur la responsabilité sociétale de l'entreprise.

La société absorbante sera subrogée dans l'ensemble des droits et des obligations de la société absorbée en matière de travail et de Sécurité Sociale, et s'engage à respecter toutes les conditions de travail actuelles des salariés de cette dernière, notamment l'ancienneté, la catégorie et le salaire qu'ils perçoivent.

La société absorbante maintiendra la même structure et la même composition de l'organe d'administration qui est actuellement en vigueur. L'administration sera donc assurée par un administrateur unique, M. Victorino Anguera Gual, dont les renseignements personnels ont déjà fait l'objet d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés.

Après l'inscription de la fusion aux Registres pertinents, la société absorbante prendra en charge l'ensemble des dettes sociales de la société absorbée, sans d'autres limites ni conditions que celles inhérentes à sa forme juridique, sous réserve du droit d'opposition des créanciers des sociétés qui fusionnent, tel que visé à l'article 44 de la LMS et 268 de la LSC.

La société absorbée n'ayant aucun associé soumis à une responsabilité personnelle, le régime de la responsabilité extraordinaire visé à l'article 48 de la LMS n'est pas applicable.

Onzièmement. - Implication des salariés dans la fusion

Conformément aux stipulations obligatoires de l'article 59.2.2° de la LES et de l'article 261, alinéa 4b) de la LSC, il y a lieu de préciser que ne sont pas applicables les règles relatives à la participation des travailleurs à la fusion, telles qu'établies par la Directive 2005/56/CE du Parlement Européen et du Conseil, du 26 octobre 2005, sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux, la LMS et la LSC, étant donné que ni la réglementation espagnole ni celle du Luxembourg applicables aux sociétés qui fusionnent ne prévoient la participation de leurs travailleurs aux organes d'administration et

de direction, et que sont réunies les circonstances relatives au nombre de salariés (inférieur à 500 pendant les six mois précédant la date de publication du projet de fusion).

Douzième. - Autres renseignements d'intérêt

Rapport d'experts indépendants. Nous précisons de nouveau que, dès lors que GUADIANA et ARGANO sont entièrement et directement détenues par les mêmes associés, chacun avec le même pourcentage de participation, il n'est pas nécessaire de disposer d'un rapport d'experts indépendants, conformément aux stipulations des articles 52.1 et 49.1.2° de la LMS, et 278 de la LSC.

Régime fiscal. La fusion envisagée bénéficie du régime spécial de la neutralité fiscale; à ces fins, les sociétés qui participent à la fusion déposeront auprès du Ministère de l'Economie et des Finances, avant l'inscription de l'acte authentique de fusion, une déclaration conjointe visant à faire part de leur décision.

Déclaration des administrateurs concernant la non-applicabilité de l'article 35 de la LMS: Les administrateurs qui signent le présent projet de fusion déclarent que les règles essentielles visées à l'article 35 de la LMS ne sont pas applicables à la fusion envisagée.

Treizièmement. - Approbation du projet et de la fusion

Il est fait état que le présent Projet a été approuvé par les organes d'Administration de GUADIANA et d'ARGANO, dans le respect de la réglementation applicable à chacune de ces sociétés.

Conformément aux stipulations des articles 30, 31 et 59 de la LMS, et de l'article 261, alinéas 1, 2 et 4 de la LSC, les membres des organes d'administration de GUADIANA et d'ARGANO, dont les noms sont indiqués ci-après, souscrivent, valident et approuvent le présent Projet en y apposant leur signature en date du 16 octobre de 2013, le Projet étant établi en double exemplaire.

Fait à Madrid et à Luxembourg, le 16 octobre 2013.

GUADIANA 1977 INVERSIONES Y ESTUDIOS, S.L.

Société absorbante

M. Victorino Anguera Gual

L'ADMINISTRATEUR UNIQUE

ARGANO OVERSEAS, S.A.

Société absorbée

Mme. Carine Bittler / D. Yves Schmit / D. Steve Lang

MEMBRES DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE «GUADIANA 1.977, INVERSIONES Y ESTUDIOS, S.L.»

Art. 1^{er}. Dénomination. Sous la dénomination «GUADIANA 1.977, INVERSIONES Y ESTUDIOS, S.L.», une société à responsabilité limitée est constituée, qui sera régie par les règles prévues dans ces Statuts, les dispositions de la loi sur les sociétés à responsabilité limitée en vigueur, et les autres dispositions en vigueur en la matière.

Art. 2. La société a son domicile à Madrid, C/ Álvarez de Baena, n.° 4.

Par accord de l'administration de la société, ledit domicile pourra être transféré dans la même localité où il est établi. De même, il sera possible de créer, de supprimer ou de transférer des succursales, des agences ou des délégations que le développement de l'activité sociale rendrait nécessaires ou convenables, aussi bien sur le territoire national qu'à l'étranger.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée. Ses opérations commencent aujourd'hui.

Art. 4. La société a pour objet:

- a) La réalisation d'études et d'investissements.
- b) L'achat, la vente, la construction, la transformation, l'urbanisation, la promotion et les exploitations, même sous régime de location, de toutes sortes d'immeubles.

Les activités intégrant l'objet social peuvent être également développées par la société totalement ou en partie et de façon indirecte par la propriété d'actions ou de parts sociales dans des sociétés dont l'objet serait égal ou analogue.

Toutes les activités dont l'exercice serait soumis à des conditions légales spéciales non remplies par cette société sont exclues.

Lorsque les dispositions légales exigeraient un titre professionnel pour l'exercice de certaines des activités incluses dans l'objet social, ces activités devront être réalisées par une personne disposant du titre requis.

Art. 5. Le capital social est de CINQUANTE MILLE (50.000,00) EUROS, représenté et divisé en CINQ CENT (500) parts sociales indivisibles et cumulables de CENT (100,00) EUROS, de valeur nominale chacune, numérotées corrélativement de 1 à 500, tous les deux y compris.

Art. 6. Les parts représentant le capital social ne pourront pas être incorporées à des titres négociables, ni être représentées par inscriptions en compte, ni être dénommées des actions. Des certificats provisoires d'actions attestant la propriété des actions ne pourront pas non plus être émis.

Chaque part sociale octroie à son titulaire un droit de vote.

L'unique titre de propriété sera soit l'acte authentique de constitution soit les actes publics attestant, selon les cas, les acquisitions consécutives.

Art. 7. Transmission de parts sociales.

a) Transmission volontaires par actes entre vifs:

La transmission volontaire de parts sociales par actes entre vifs qui ne serait pas liée à des prestations accessoires est libre, lorsque celle-ci aurait lieu entre associés. De même, les transmissions réalisées par un associé à faveur de son conjoint, son ascendant ou descendant ou, le cas échéant, celles réalisées à faveur de sociétés appartenant au même groupe que la société apporteuse, seront libres, conformément aux termes de l'article 42 du Code de Commerce.

Au delà des cas ci-dessus mentionnés, la transmission volontaire par actes entre vifs des parts sociales qui ne serait pas liée à des prestations accessoires sera régie par les dispositions de l'article 29.2 de la loi.

Ce régime sera aussi applicable à la transmission volontaire par actes entre vifs du droit préférentiel de souscription correspondant aux associés lors des augmentations de capital social conformément aux dispositions des articles 75 et suivants de la loi. Ce droit pourra être exercé dans les délais établis dans l'article 75 précité.

b) Transmission forcée:

La transmission forcée de parts sociales suite à tous moyens de contrainte sera régie par les dispositions de l'article 31 de la loi. À ce titre, la société pourra, lorsque les associés n'exerceraient pas ledit droit, exercer le droit préférentiel d'acquisition des parts sociales saisies. Les actions acquises de cette façon par la société seront régies par les dispositions des 40 et suivants de la loi.

c) Transmission à cause de mort:

L'acquisition par succession testamentaire de parts sociales confère à l'héritier ou légataire le statut d'associé, sous réserve de communiquer à la société la dite acquisition testamentaire.

Toutefois, les associés survivants auront droit, au prorata de sa participation respective en cas d'existence de plusieurs intéressés, à acquérir les parts de l'associé décédé. Pour ce faire, ceux-ci devront verser au comptant à l'acquérant testamentaire la juste valeur des parts à la date du décès, établie conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi. Ce droit devra être exercé dans un délai de trois mois à compter de la communication à la société de l'acquisition testamentaire.

Le régime de transmission des parts sociales sera celui en vigueur à la date où l'associé aurait communiqué à la société son intention de procéder à la transmission ou, le cas échéant, à la date du décès de l'associé ou de l'attribution judiciaire ou administrative.

Les transmissions de parts qui ne seraient pas conformes à la loi ou aux présents statuts ne produiront aucun effet à l'égard de la société.

Art. 8. Toute transmission de parts sociales, ainsi que la constitution du droit réel de gage sur celles-ci devra figurer dans un document public.

La constitution de droits réels autres que ceux de gage sur les parts sociales devra être établie dans un acte authentique.

La transmission de parts sociales ou la constitution de droits réels sur celles-ci devra être communiquée par écrit à la société, pour son inscription dans le livre registre, tout en indiquant les circonstances personnelles, la nationalité et l'adresse de l'acquérant.

Art. 9. La société devra tenir un livre registre d'associés, afin d'y inscrire la propriété d'origine et les transmissions successives, volontaires ou forcées, des parts sociales, ainsi que la constitution de droits réels et d'autres charges sur celles-ci. Pour chaque inscription, il faut indiquer l'identité et l'adresse du titulaire de la part ou du droit ou charge constitué sur celle-ci.

La société ne pourra rectifier le teneur du livre que si les intéressés ne s'opposent pas à la rectification dans un délai d'un mois à compter de la notification faisant foi de l'intention de procéder à celle-ci. Tout associé pourra examiner le livre registre d'associés, dont la tenue et la garde correspond à l'organe en charge de l'administration.

Les données personnelles des associés pourront être modifiées à la demande de ceux-ci. Celles-ci ne produiront des effets à l'égard de la société qu'après leur inscription dans ledit livre.

L'associé et les titulaires de droits réels ou de charges sur les parts sociales ont droit à obtenir une certification des parts, des droits ou des charges inscrits à leur nom.

Art. 10. En cas d'usufruit de parts sociales, la qualité d'associé appartient à un propriétaire, mais l'usufruitaire aura droit, en tout état de cause, aux dividendes accordés par la société durant l'usufruit. Pour le reste, les relations entre l'usufruitaire et le nu propriétaire, ainsi que le teneur de l'usufruit seront régies par le titre de constitution de celui-ci, et, à défaut, par ce qui est établi dans la législation civile applicable.

Néanmoins, et sauf si le titre de constitution de l'usufruit n'en dispose autrement, les dispositions des articles 68 et 70 de la loi sur les sociétés anonymes devront être appliquées à la liquidation de l'usufruit et à l'exercice du droit d'acquisition de nouvelles parts. Dans ce dernier cas, les sommes devant être versées par le nu propriétaire à l'usufruitaire seront payées en numéraire.

Art. 11. En cas de gage de parts sociales, l'exercice des droits sociaux correspondra au propriétaire de celles-ci.

En cas d'exécution du gage, les règles prévues par l'article 31 de la loi pour les cas de transmission forcée seront appliquées.

Art. 12. En cas de copropriété de parts sociales ou des droits réels sur celles-ci, les copropriétaires ou les cotitulaires devront désigner l'un d'entre eux pour l'exercice des droits sociaux. Toutefois, ceux-ci seront tous responsables solidaires du manquement des obligations à l'égard de la société.

Art. 13. En cas de saisie de parts sociales, la disposition de l'article antérieur concernant le gage sera applicable pour autant que cela soit compatible avec le régime spécifique de la saisie.

Art. 14. La volonté des associés, exprimée par majorité, régira la vie de la société.

La majorité devra être formée nécessairement dans l'Assemblée Générale.

Toutes les associés, même ceux dissidents et ceux qui ne participent pas à la réunion, restent obligés par les accords de l'Assemblée Générale, sans préjudice du droit de séparation pouvant correspondre suivant les dispositions légales et des présents statuts.

L'Assemblée Générale devra délibérer et décider sur les affaires suivantes:

- a) La décharge de la gestion sociale, l'approbation des comptes annuels et l'application du résultat.
- b) La désignation et la révocation des administrateurs, des liquidateurs et, le cas échéant, des commissaires aux comptes, ainsi que l'exercice de l'action sociale en responsabilité à l'encontre de ceux-ci.
- c) L'autorisation aux administrateurs pour l'exercice, pour leur propre compte et pour le compte d'autrui, d'une activité identique, analogue ou complémentaire à celle constituant l'objet de la société.
- d) La modification des statuts sociaux.
- e) L'augmentation et la réduction du capital social.
- f) La transformation, la fusion et la scission de la société.
- g) La dissolution de la société.
- h) Tous autres accords expressément réservés par la loi ou les présents statuts à sa compétence.

Sauf disposition contraire de la loi ou les présents statuts, les accords devront être adoptés par la majorité des voix valablement émises, et représentant au moins un tiers des voix correspondant aux parts sociales dans lesquelles le capital social est divisé. À ce titre, les bulletins blancs ne seront pas comptés.

Art. 15. Néanmoins, pour ce que l'Assemblée puisse accorder valablement l'augmentation ou la diminution de capital ou toute autre modification statutaire pour lesquelles des majorités qualifiées ne seraient pas exigées, requièrent le vote favorable de plus de la moitié des voix correspondant aux parts dans lesquelles le capital social est divisé.

De même, pour la transformation, la fusion ou la scission de la société, la suppression du droit préférentiel lors des augmentations de capital, l'exclusion d'associés et l'autorisation prévue dans l'alinéa 1er de l'article 65 de la loi, il sera nécessaire le vote favorable d'au moins deux tiers des voix correspondant aux parts dans lesquelles le capital social est divisé.

Art. 16. L'associé ne pourra exercer le droit de vote correspondant à ses parts lorsqu'il se trouverait dans un des cas de conflit d'intérêts prévus dans l'article 52 de la loi.

Dans ces cas, les parts de l'associé se trouvant dans la situation de conflit d'intérêts seront déduites du capital social pour le calcul de la majorité des voix s'avérant nécessaire dans chaque cas.

Art. 17. Les Assemblées Générales devront être convoquées par les administrateurs ou, le cas échéant, par les liquidateurs, et les réunions seront tenues dans la commune où la société a son domicile:

Lorsque dans la convocation ne figurerait pas l'endroit de la réunion, il est entendu que l'Assemblée a été convoquée pour sa célébration dans le domicile social.

Art. 18. Les Assemblées Générales peuvent être ordinaires et extraordinaires.

A) ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE:

L'Assemblée ordinaire est celle qui doit se tenir dans les six premiers mois de chaque exercice, pour la décharge de la gestion sociale, l'approbation, le cas échéant, des comptes de l'exercice précédent, et la décision sur l'application du résultat, en pouvant résoudre également sur toutes autres affaires figurant sur l'ordre du jour. Si les administrateurs ne convoquent pas l'Assemblée Générale ordinaire dans le délai indiqué, celle-ci pourra être convoquée par le tribunal de première instance du domicile social, à la demande de tout associé, une fois entendus les administrateurs.

B) ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE:

L'Assemblée extraordinaire est toute autre que l'ordinaire annuelle.

Les administrateurs pourront convoquer l'Assemblée Extraordinaire à chaque fois qu'ils l'estiment pertinent pour les intérêts de la société. Ils devront convoquer celle-ci également à la demande d'un ou plusieurs associés représentant moins de cinq pour cent du capital social, tout en exprimant dans la demande les affaires à traiter. Dans ce cas, l'assemblée devra être convoquée pour être célébrée dans le mois suivant la date de la notification notariale aux administrateurs, qui devront inclure impérativement dans l'ordre du jour les affaires ayant été l'objet de la demande.

Si l'administration de la société ne remplit pas adéquatement ladite demande, l'Assemblée pourra être convoquée par le tribunal de première instance du ressort du domicile social, à la demande d'un moins cinq pour cent du capital social, une fois entendus les administrateurs.

Art. 19. Toute Assemblée Générale devra être convoquée par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à chacun des associés, au domicile désigné par ceux-ci à cet effet et, à défaut, celui découlant du livre registre d'associés.

Les communications individuelles devront être réalisées de façon qu'il existe entre la dernière envoyée et la date établie pour la tenue de l'Assemblée un délai d'au moins quinze jours, sauf pour les cas de fusion et scission, pour lesquels ledit délai devra être d'au moins un mois.

La communication devra mentionner le nom de la société, la date et l'heure de la réunion et l'ordre du jour. Il faudra citer, dans l'annonce, les mentions obligatoires exigées par la loi pour chaque cas concernant les sujets à traiter.

Art. 20. Toutefois, l'Assemblée sera considérée comme convoquée et valablement constituée, avec le caractère d'universel, pour traiter toutes affaires, lorsqu'il sera présent tout le capital social et que les personnes présentes acceptent à l'unanimité la tenue de l'Assemblée et son ordre du jour.

Malgré la disposition de l'article 17 des présents statuts, l'Assemblée Générale Universelle pourra se tenir dans tout endroit sur le territoire national ou l'étranger.

Art. 21. Tout associé jouissant d'un droit à assister à l'Assemblée pourra se faire représenter dans celle-ci par une autre personne, même si cette dernière n'est pas un associé. La représentation devra être conférée par écrit, et si celle-ci ne figure pas sur un document public, devra être réalisée avec un caractère spécial pour chaque Assemblée.

La représentation devra comporter la totalité des parts dont l'associé représenté serait titulaire.

La représentation est toujours révocable. La présence personnelle du représenté dans l'Assemblée aura la valeur d'une révocation.

Art. 22. Le Président et le Secrétaire des Assemblées seront ceux élus par les personnes présentes dans la réunion.

Le Président établit la façon de délibérer et de prendre des décisions, en accordant toujours de tours égaux pour l'exposition des positions opposées.

Art. 23. Tous les accords sociaux devront figurer sur un procès-verbal. Le procès-verbal de l'Assemblée devra inclure nécessairement la liste de personnes présentes, et celui-ci devra être approuvé par l'Assemblée elle-même à la fin de celle-ci et, à défaut, dans le délai de quinze jours, par le Président et deux associés contrôleurs, un en représentation de la majorité et l'autre de la minorité, et ce sans préjudice des dispositions légales concernant l'acte authentique.

Le procès-verbal approuvé dans l'une de ces deux formes aura la force exécutoire à partir de la date de son approbation, et celui-ci devra être signé par le Secrétaire, après avoir obtenu l'autorisation de son Président.

Art. 24. La société sera régie et administrée, au choix de l'Assemblée Générale, par:

- a) Un administrateur unique.
- b) Plusieurs administrateurs solidaires, avec un minimum de deux et un maximum de cinq.
- c) Deux administrateurs conjoints.
- d) Un Conseil d'Administration composé d'un minimum de trois et un maximum de douze membres.

Art. 25. La représentation de la société, en justice et au-delà, correspondra à l'organe d'administration, tout en respectant les règles établies ci-dessous en fonction de la modalité d'organe d'administration régissant et administrant à tout moment la société:

- a) À l'administrateur unique.
- b) À chacun des administrateurs solidaires.
- c) Aux deux administrateurs conjoints.
- d) Au Conseil d'Administration de façon collégiale.

L'organe d'administration pourra donc faire et mener à bien, conformément au régime correspondant, dans chaque cas, à la modalité adoptée, tout ce inclus dans l'objet social, ainsi qu'exercer toutes les facultés n'étant pas expressément réservées par la loi ou ces statuts à la Assemblée Générale.

Art. 26. Le statut d'associé ne sera pas nécessaire pour être désigné administrateur.

Il ne sera pas possible de désigner comme administrateurs les personnes ayant fait faillite ou insolubles non réhabilitées, les mineurs incapables, les personnes condamnées à des peines assorties d'interdiction pour l'exercice d'un mandat public,

celles condamnées pour un manquement grave de lois ou dispositions sociales, et celles que, du fait de son mandat, ne peuvent pas exercer le commerce.

Il ne sera pas possible non plus de désigner comme administrateurs les fonctionnaires au service de l'administration ayant des fonctions à leur charge liées aux activités propres à la société, et non plus les personnes se subissant une cause légale d'incompatibilité, notamment celles prévues par la loi 12/95, du 12 mai, et la loi 14/95, du 21 avril de la Communauté Autonome de Madrid.

Les administrateurs ne pourront pas se consacrer, pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui, au même genre de commerce constituant l'objet de la société, sauf en cas d'accord de l'Assemblée Générale adopté par la majorité de voix prévue dans l'article 15 des présents Statuts.

Art. 27. Le mandat d'administrateur se exercera pour une durée indéterminée, sans préjudice de pouvoir être révoqué à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des associés représentant deux tiers des voix correspondant aux parts sociales dans lesquelles le capital social est divisé.

Art. 28. Le mandat d'administrateur sera gratuit.

Art. 29. Lorsque l'administration et la représentation de la société serait confiée à Conseil d'Administration, il faudra appliquer les règles ci-dessous.

Le Conseil d'Administration sera composé d'un minimum de trois et un maximum de douze membres.

Le Conseil élira son Président et Secrétaire et, le cas échéant, un Vice-président et un Vice-secrétaire, pourvu que ces désignations n'aient pas été réalisées par l'Assemblée lors de l'élection des conseillers ou que ces mandats étaient assurés lors de la réélection.

Le Secrétaire et le Vice-secrétaire pourront être ou non administrateurs; dans ce dernier cas, ceux-ci auront un droit de parole mais non de vote.

Le Conseil se réunira toujours à la demande d'un administrateur ou par accord de son Président, ou la personne faisant fonction de Président, qui est en charge de la convocation. En cas de demande d'un administrateur, le Président ne pourra pas rapporter la convocation pour un délai supérieur à quinze jours à compter de la date de réception de la demande.

Les convocations du Conseil seront réalisées par le Président, par écrit adressé à chacun de ses membres dix jours avant la date de la réunion.

Il ne sera pas nécessaire une convocation valable, lorsque se trouvant présents tous les administrateurs, ceux-ci décidaient à l'unanimité de célébrer la réunion.

Le Conseil sera valablement constitué lorsque la moitié plus un de ses membres, présents ou représentés, assistent à la réunion. En cas de nombre impair d'administrateurs, la moitié sera établie par défaut. La représentation sera accordée à travers une lettre adressée au Président.

Le Président ouvre la séance et dirige le débat sur les affaires; en donnant la parole, en accordant toujours de tours égaux pour l'exposition des positions opposées, ainsi que pour fournir les nouvelles et les rapports sur la marche des affaires sociales aux membres du Conseil.

Les accords seront adoptés par la majorité absolue des personnes qui assistent à la réunion; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Les débats et accords du Conseil seront consignés dans un livre de procès-verbaux, dont les procès-verbaux seront signés par le Président et le Secrétaire.

L'exécution des accords correspond au Secrétaire et, le cas échéant, au Vice-secrétaire, qu'ils soient des administrateurs ou non, à l'administrateur désigné par le Conseil lui-même, ou le mandataire autorisé pour exécuter et légaliser les accords sociaux.

Le Conseil pourra déléguer de façon permanente la totalité ou une partie de ses facultés, sauf celles dont la délégation est interdite par la loi ou les statuts, à un ou plusieurs administrateurs délégués ou à une commission exécutive.

La délégation permanente de facultés du Conseil d'Administration à un ou plusieurs administrateurs délégués, et la désignation de l'administrateur ou administrateurs devant assurer ces mandats exigent, pour être valables, le vote favorable de deux tiers des composants du Conseil, et ne produiront aucun effet jusqu'à son inscription au Registre de Commerce.

En aucun cas il ne sera objet de délégation la reddition de comptes et le dépôt de bilans à l'Assemblée Générale, et non plus les facultés que celle-ci accorde au Conseil, sauf en cas d'autorisation expresse de celle-ci.

Art. 30. Lorsque l'administration de la société serait confiée à un administrateur unique, à plusieurs administrateurs solidaires ou à deux administrateurs conjoints, ceux-ci pourront déléguer la totalité ou uniquement une partie des facultés qui leur sont attribuées, sauf celles-ci dont la délégation est interdite par la loi à faveur de tiers. Et ce tout en donnant à cet effet les pouvoirs pertinents, qu'ils pourront révoquer.

Art. 31. L'exercice social finira le 31 décembre de chaque an.

Art. 32. L'administration de la société est obligée à formuler, dans un délai maximale de trois mois, à compter de la clôture de l'exercice social, les comptes annuels, le rapport de gestion et la proposition de distribution du résultat. Les

comptes annuels incluent le bilan, le compte de pertes et profits et le mémoire. Ces documents, qui feront l'objet d'une unité, devront être rédigés de façon claire, et montrer une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Société, conformément aux dispositions de la loi et du Code de Commerce, et être signés par tous les Administrateurs.

Art. 33. Tout associé aura droit à obtenir, à partir de la convocation, de forme immédiate et gratuite, les documents qui doivent se soumettre à approbation, ainsi que le rapport de gestion et, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes, dont le droit sera mentionné dans la convocation elle-même.

Durant le même délai, l'associé ou associés représentant au moins cinq pour cent du capital social pourront examiner dans le domicile social, par soi ou avec un expert comptable, les documents servant de support et antécédent des comptes annuels de la société, sans que le droit de la minorité à la désignation d'un commissaire aux comptes à la charge de la société empêche ou limite ce droit.

Art. 34. Des bénéfices liquides, après les dépenses, prélèvements et réserves légales ou accordées par l'Assemblée, le reste sera distribué entre les associés au prorata de leur participation dans le capital social.

Art. 35. La société sera dissoute pour les causes prévues par la loi.

Une fois la dissolution accordée, la période de liquidation sera ouverte. Cette liquidation sera réalisée par les administrateurs à l'époque de la dissolution ou par les personnes désignées par l'Assemblée Générale accordant la dissolution

Art. 36. Une fois satisfaits tous les créanciers ou consigné le montant de leurs crédits dans un établissement de crédit de la commune où le domicile social est établi, l'actif résultant sera reparti entre les associés au prorata de leur participation dans le capital social.

Art. 37. Une fois la dissolution accordée, et tandis que le paiement du quote-part de la liquidation aux associés ne serait pas encore entamé, l'Assemblée pourra accorder le retour de la société à sa vie active, pourvu que la cause de dissolution ait disparue et que le patrimoine comptable ne soit pas inférieur au capital social.

Néanmoins, la relance de la société ne pourra pas être accordée dans les cas de dissolution de plein droit.

Signatures.

Référence de publication: 2013179486/405.

(130218789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Ganador, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.

Unterschriften

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Référence de publication: 2013164649/10.

(130201862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 31.093.

Für den Fonds Quant HAIG gilt das Allgemeine Verwaltungsreglement, welches am 18. Dezember 2013 in Kraft trat.
Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. Dezember 2013.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2013182543/13.

(130222875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 31.093.

Für den Fonds Quant HAIG gilt das Sonderreglement, welches am 18. Dezember 2013 in Kraft trat. Das Sonderreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. Dezember 2013.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2013182544/13.

(130222876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2013.

Marathon Les Grandes Jorasses, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 179.890.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fourth day of July.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of Marathon Les Grandes Jorasses, in the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions), having its registered office at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, which registration with the Luxembourg Trade and Companies Register is pending, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on 15 July 2013 (the Company).

The Meeting was opened with Régis Galiotto, notary's clerk, residing in Luxembourg, in the chair.

The Chairman appointed as Secretary Véronica Aroutiunian, jurist, residing in Luxembourg.

The Meeting elected as Scrutineer Marjorie André, lawyer, residing in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders represented and the number of shares held by them are indicated on an attendance list. This list and the proxies, after having been signed by the appearing parties and the notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

II. This attendance list shows that the sole (1) management share and the forty one (41) ordinary shares, representing the entire share capital of the Company, are represented at the present Meeting so that the Meeting can validly decide on all the issues of the agenda which are known to the shareholders.

III. The agenda of the Meeting is the following:

1. waiver of the convening notice;
2. full restatement of the articles of association of the Company;
3. acceptance of the resignation of the members of the supervisory board;
4. appointment of Ernst & Young Luxembourg S.A. as auditor of the Company; and
5. miscellaneous.

These facts having been exposed and recognized as true by the Meeting, the Meeting, after deliberation, unanimously took the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to waive the convening notices, the shareholders of the Company considering themselves as duly convened and having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

Further to the receipt of the avis de fin d'examen dated 22 July 2013 from the Luxembourg commission de surveillance du secteur financier, the shareholders of the Company resolve to fully restate the articles of association of the Company (the Articles), to comply the content with the provisions of the law of 13 February 2007 relating to Specialised Investment Funds and to reflect the provisions of the private placement memorandum in relation to the Company.

The appearing parties, represented as stated here-above, have thus requested the undersigned notary to enact the following restatement of the Articles:

Title I - Form and Name - Registered Office - Duration - Purpose

Art. 1. Form and name.

1.1 There exists among the managing general partner, "associé gérant commandite" (the General Partner) and the limited partners, "actionnaires commanditaires" (the Limited Shareholders and together with the General Partner the Shareholders), a corporate partnership limited by shares in the form of a "société en commandite par actions" organised as a "société d'investissement à capital variable" qualifying as a "fonds d'investissement spécialisé" under the name of Marathon Les Grandes Jorasses Fund SCA SICAV-SIF (hereafter the Fund), governed by the Luxembourg law of 10 August

1915 relating to commercial companies, as amended (the 1915 Law), the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as may be amended (the 2007 Law) and the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Fund is established in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner. Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Fund is established for an unlimited duration.

3.2 The Fund shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the Shareholders.

3.3 The Fund shall not come to an end in the event of the resignation, removal, dissolution or bankruptcy or insolvency of the General Partner. The meeting of Shareholders may appoint an interim manager, who need not be a Shareholder, subject to the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

3.4 The interim manager shall adopt urgent measures and those of ordinary administration until the holding of a general meeting of Shareholders, which has to resolve on the continuation or discontinuation of the Fund and in case of a decision to continue the Fund's activities, the appointment of a replacement general partner. The interim manager shall, within fifteen days of his appointment, convene a general meeting of Shareholders in accordance with the procedures laid down in Art. 22 au-dessous.

3.5 The interim manager shall be liable only for the performance of his mandate.

Art. 4. Corporate object.

4.1 The purpose of the Fund is to invest substantially all of its assets through a "master-feeder" fund structure in Marathon Les Grandes Jorasses Master Fund SCA SICAV-SIF, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) created under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and approved by the Commission de Surveillance du Secteur Financier under the provisions of the 2007 Law (the Master Fund).

4.2 The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the 2007 Law.

Title II - Share Capital

Art. 5. Share Capital.

5.1 The share capital of the Fund shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund. The initial share capital of the Fund upon incorporation amounted to forty-two thousand United States Dollars (USD 42,000) divided into (i) one (1) voting, non-participating, ordinary management share to be issued at a subscription price of one thousand United States Dollars (USD 1,000) (the Management Share), and (ii) forty-one (41) voting, participating shares, issued at formation at a subscription price of one thousand United States Dollars (USD 1,000) per share (the Founder Shares).

5.2 The Founder Shares will be compulsorily redeemed by the General Partner immediately after the first issuance of Ordinary Shares and provided that at least forty one (41) such Ordinary Shares have been issued, and the subscription price will be returned to the holder of such Ordinary Shares.

5.3 The Management Share is exclusively reserved to the General Partner and does not carry the right to participate in the assets of the Fund on a winding up (other than the return of paid up capital on that Share) or in any dividends of the Fund.

5.4 The Ordinary Shares (as defined below) are offered to well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law (each a Well-Informed Investor).

5.5 The minimum capital of the Fund shall be the equivalent, in United States Dollars, of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000), which must be reached within twelve months after the date on which the Fund has been authorised in accordance with the 2007 Law.

Art. 6. Investor Shares.

6.1 Upon formation of the Fund, eight classes of ordinary shares (the Ordinary Shares and together with the Management Share and the Founder Shares, the Shares) may be issued to qualifying investors:

- the EUR Lock-Up Distribution Class Shares;
- the EUR Lock-Up Accumulation Class Shares;
- the USD Lock-Up Distribution Class Shares;
- the USD Lock-Up Accumulation Class Shares;
- the EUR Non-Lock-Up Distribution Class Shares;
- the EUR Non-Lock-Up Accumulation Class Shares;
- the USD Non-Lock-Up Accumulation Class Shares; and
- the USD Non-Lock-Up Distribution Class Shares.

6.2 The EUR Lock-Up Distribution Class Shares, the EUR Lock-Up Accumulation Class Shares, the EUR Non-Lock-Up Distribution Class Shares and the EUR Non-Lock-Up Accumulation Class Shares (together, the EUR Classes) will be denominated in Euros, while the USD Lock-Up Distribution Class Shares, the USD Lock-Up Accumulation Class Shares, USD Non-Lock-Up Distribution Class Shares and the USD Non-Lock-Up Accumulation Class Shares (together, the USD Classes) will be denominated in United States Dollars.

6.3 The General Partner will issue a new series of Shares in each class of Shares (each a Series) on each issue date so that all subscribers whose applications for the issue of Shares of a particular class that are accepted as of a particular date shall receive Shares of the same Series. The purchase price for the Shares of each Series in the USD Classes shall be one thousand United States Dollars (USD 1,000) per Share. The purchase price for each Series of Shares in the EUR Class shall be one thousand Euros (EUR 1,000) per Share.

6.4 The General Partner shall issue Shares to Well-informed Investors in accordance with the provisions of the Private Placement Memorandum.

Art. 7. Classes of Shares.

7.1 In addition to the Management Share and the Shares, the General Partner may, at any time, issue further classes of shares (collectively the Classes and individually a Class), which may carry different rights and obligations inter alia with regard to eligible investors, income and profit entitlements, redemption features, reporting obligations and/or fee and cost features as described in the private placement memorandum of the Fund (the Private Placement Memorandum).

Art. 8. Form of Shares.

8.1 The Fund shall issue Shares in registered form only.

8.2 All issued Shares of the Fund shall be registered in the share register which shall be kept at the registered office of the Fund and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered Shares held by him and the amount paid up on each fractional share.

8.3 The inscription of the Shareholder's name in the share register evidences his right of ownership on such registered Shares. The Fund shall not issue certificates for such inscription.

8.4 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the share register.

8.5 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the share register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the share register by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the General Partner from time to time.

8.6 The Fund recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Fund. The General Partner has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Shares(s) until such attorney has been duly appointed. In the event that a Share is registered in the name of more than one person, the first-named holder in the register shall be deemed to be the representative of all joint holders and shall alone be entitled to be treated as a holder of such Share for all purposes, including without limitation, to receive notices from the Fund.

8.7 The Fund may decide to issue fractional Shares, up to three decimal places. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

8.8 Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders by bank transfer or by cheque sent to their mandated addresses in the share register.

Art. 9. Issue and subscription of Shares.

9.1 Shares may only be subscribed for by investors who comply with the status of Well-informed Investor. The compliance of each subscriber with the status of Well-informed Investor will be verified by the General Partner or any agent to which such function has been delegated by the General Partner. This restriction is not applicable to the General Partner.

9.2 Investors wishing to subscribe for Shares in the Fund shall execute a subscription agreement (the Subscription Agreement), which upon acceptance will be signed by the General Partner. Investors thus commit themselves to subscribing and accepting Investor Shares in accordance with these Articles as well as the terms and conditions set forth in the Private Placement Memorandum.

9.3 The General Partner is authorised to issue, at any time, an unlimited number of additional Shares in any Class, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. Each newly issued Share in one specific Class entitles its holder to the same rights and obligations of the holders of existing Shares in the same Class.

9.4 No additional Management Share may be issued.

9.5 Shares of a Series received by a subscriber as of a particular date is unique to such subscriber and such date. Shares of each Series within a specific Class will have the same characteristics as the Shares of each other Series of that Class, differing only in respect of their issue date and subscriber and thus in respect of any right or obligation based on such issue date.

9.6 Shareholders may elect to exchange any Series of Shares in a Class for Shares in a new Series of Shares of a different Class as of any calendar month-end upon 30 days' prior notice to the General Partner.

9.7 The Fund will issue Shares denominated in either United States Dollars or Euros, but may invest in assets denominated in other currencies. Accordingly, a change in the value of such other currencies relative to the United States Dollar or the Euro would affect the value of any related Shares to the extent that the Investment Manager is not successful in hedging currency fluctuations or elects not to engage in currency hedging activities. The Fund may enter into currency hedging transactions to seek to protect either the United States Dollar or the Euro currency value of the Shares against fluctuations in the value of the other currencies, and thus seek to minimize fluctuations in the Net Asset Value of the Shares.

9.8 Shares shall have no par value.

9.9 The General Partner may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription level. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted shall be detailed in the Private Placement Memorandum. The issue price of Shares is determined by the General Partner on a Class by Class basis as fully described in the Private Placement Memorandum and in these Articles.

9.10 Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of the entire issue price, which must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner and fully described in the Private Placement Memorandum.

9.11 The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law.

9.12 If an Investor does not meet the payment requirements as fully described in the Private Placement Memorandum, it will be in default and the relevant Shares will not be issued.

9.13 The General Partner may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Shares and to deliver the Shares.

Art. 10. Transfer of Shares.

10.1 Shares may not be transferred or assigned, in whole or in part, without the prior written consent of the General Partner, which may be granted or withheld in the sole discretion of the General Partner, except that any Shareholder may transfer its Shares to an affiliate of such Shareholder, subject to the conditions that (i) such transfer does not result in an adverse legal, regulatory or tax effect on the Fund, the Master Fund, any Shareholder, the General Partner or the investment manager of both the Fund and the Master Fund (the Investment Manager), (ii) the relevant transferee completes a subscription document acceptable to the General Partner representing that it meets all relevant eligibility requirements for an investment in the Fund and (iii) such transfer occurs on a month-end with 30 days prior written notice to the Fund.

10.2 The Management Share is exclusively and mandatorily transferable to a replacement general partner upon replacement of the General Partner as per Article 3.3 au-dessus.

Art. 11. Redemption of Shares.

11.1 Subject to the other restrictions on redemptions set forth in these Articles or in the Private Placement Memorandum, on or after the 12th month-end following the initial issuance of a Series of shares of any of the EUR Lock-Up Distribution Class Shares, the EUR Lock-Up Accumulation Class Shares, the USD Lock-Up Distribution Class Shares and the USD Lock-Up Accumulation Class Shares (together, the Lock-Up Class Shares) to a Shareholder, the Shareholder may elect to redeem all or any portion of such Series of shares as of the last day of each calendar quarter (each, a Redemption Date), upon written notice to the Fund given no later 60 days prior to the proposed Redemption Date. Furthermore, subject to the other restrictions on redemptions set forth in these Articles or in the Private Placement Memorandum, including the Redemption Fee (as defined below), any of the EUR Non-Lock-Up Distribution Class Shares, the EUR Non-Lock-Up Accumulation Class Shares, the USD Non-Lock-Up Distribution Class Shares and the USD Non-Lock-Up Accumulation Class Shares (together, the Non-Lock-Up Class Shares) may be redeemed on the last day of each

calendar quarter following the initial issuance of such series of Non-Lock-Up Class Shares no later than 40 days written notice prior to the proposed Redemption Date.

11.2 If a Shareholder redeems all or a portion of its Shares of the Non-Lock-Up Class Shares prior to the 12th month-end following the initial issuance of such Series of Shares of the Non-Lock-Up Class Shares, a redemption fee will be payable to the Fund equal to 5% of the Net Asset Value of such redeemed shares calculated at the time of redemption (Redemption Fee). On or after the 12th month-end following the initial issuance of a Series of Shares of the Non-Lock-Up Class Shares, a Redemption Fee equal to 2% will be payable to the Fund if a Shareholder redeems all or a portion of its Non-Lock-Up Class Shares on less than 60 days (but no less than 40 days) written notice.

11.3 If a redeeming Shareholder owns Shares of more than one Series of the Class being redeemed, such Shares will be deemed to be redeemed on a “first-in-first-out” basis.

11.4 The General Partner may, in accordance with the Private Placement Memorandum and in its sole discretion, mandatorily redeem all or any portion of the Shares held by any Shareholder at any time upon 30 days’ prior written notice and may mandatorily redeem all or any portion of the Shares held by any Shareholder upon 10 days’ prior written notice if the General Partner determines, in its sole discretion, that the Fund might otherwise be adversely affected.

11.5 All reasonable costs and expenses associated with any redemption (including costs incurred in connection with liquidating assets of the Master Fund to meet such redemption) are charged against the net asset value (the Net Asset Value or NAV) of the redeeming Shareholder’s Shares.

11.6 A Shareholder redeeming less than 50% of the aggregate Net Asset Value of its Shares will be paid the proceeds of such redemption in cash, to the extent liquidity is reasonably available in the Fund’s investment portfolio, within 30 days after the applicable Redemption Date. A Shareholder redeeming an amount equal to or greater than 50% of the aggregate Net Asset Value of its Shares will be paid the proceeds of such redemption in cash, to the extent liquidity is reasonably available in the Fund’s investment portfolio, in accordance with the following schedule: (i) 50% of the proceeds to be paid within 30 days after the applicable Redemption Date; (ii) 25% of the proceeds to be paid three months from the payment made in (i); and (iii) the remaining 25% of the proceeds to be paid three months from the payment made in (ii). Redemption amounts subject to clauses (ii) and (iii) above will remain subject to the investment performance of the Fund prior to the applicable payment dates. Notwithstanding the forgoing, the Fund may, with the consent of the redeeming Shareholder, pay redemption proceeds in whole or in part in securities.

11.7 Shareholders of the Non-Lock-Up Classes have the following additional option for the payment of redemption proceeds. A Non-Lock-Up Class Shareholder redeeming an amount equal to or greater than 50% of the aggregate Net Asset Value of its Shares will be paid the proceeds of such redemption in cash in accordance with the following schedule: (i) 50% of the proceeds to be paid within 30 days after the applicable Redemption Date and (ii) the remaining 50% will be paid no later than 50 days after the applicable Redemption Date. If a Shareholder of a Non-Lock-Up Class elects this redemption proceeds payment option, it will be subject to a fee (the Accelerated Redemption Payment Fee) of 5% the full amount redeemed. Such Shareholder will be charged the Accelerated Redemption Fee, for the benefit of the Fund, in addition to any other applicable Redemption Fees.

11.8 This additional redemption proceeds right for Shareholders of Non-Lock-Up Class Shares may result, in the case of significant redemptions by such Shareholders, in a significant increase in the illiquidity of the remaining investment portfolio.

11.9 Notwithstanding the payment schedules described above, if the General Partner, in consultation with the applicable Shareholder, determines that the Fund’s investment portfolio exposure to certain illiquid assets cannot practically be liquidated without excessive diminution in value based upon the nature of the asset(s) in question and then-current market conditions, such portion of the redemption proceeds will be excluded from the applicable payment schedule. The General Partner and the redeeming Shareholder shall mutually agree upon an anticipated timetable of monetization in respect of such illiquid assets, and the redeemed Shareholder will be entitled to its pro rata share of the proceeds of such monetization (rather than the value of the corresponding portion of the aggregate redemption proceeds fixed as of the relevant Redemption Date).

11.10 A Shareholder redeeming an amount equal to or greater than 50% of the aggregate Net Asset Value of its Non-Lock-Up Shares have the additional option to choose to be paid the proceeds of such redemption in cash in accordance with the following schedule: (i) 50% of the proceeds to be paid within 30 days after the applicable Redemption Date and (ii) the remaining 50% will be paid no later than 50 days after the applicable Redemption Date. If a Shareholder of Non-Lock-Up Shares elects this redemption proceeds payment option, it will be subject to a fee of 10% of the full amount redeemed and such fee will be charged to such Shareholder, for the benefit of the Fund, in addition to any other applicable Redemption Fees.

11.11 The General Partner may suspend the right of redemption or postpone the date of payment of redemption proceeds under certain circumstances as set out in the Private Placement Memorandum.

Title III - Net Asset Value

Art. 12. Calculation of the net asset value.

12.1 The reference currency of the Fund is the United States Dollar. The Net Asset Value is calculated by the Administrative Agent under the responsibility of the General Partner.

12.2 The NAV per Share is calculated on a Class by Class and Series by Series basis (if applicable) on such frequency as set forth in the Private Placement Memorandum.

12.3 All assets and liabilities of the Fund shall be valued at fair value in compliance with the accounting principles applicable to the Fund. The General Partner, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

12.4 The Net Asset Value of the Fund is determined by aggregating the value of all securities and other assets of the Fund, meaning in large part the Fund's interest in the Master Fund, and subtracting all of the Fund's liabilities. Net Asset Value per class of Shares (or Series within such class, as applicable) is equal to the amount of the Fund's Net Asset Value allocable to such class (or Series, as applicable). Net Asset Value per Share is calculated by dividing the Net Asset Value of a Series by the number of Shares of such Series outstanding. The Fund may suspend the determination of their respective Net Asset Values at any of the times when redemptions are permitted to be suspended, as described in the Private Placement Memorandum.

12.5 The assets of the Fund shall include:

- (i) all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (ii) all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
- (iii) all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
- (iv) all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- (v) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
- (vi) the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as the same have not been written off and insofar the Fund shall be reimbursed for the same;
- (vii) the marketing and distribution costs of the Fund, which may be amortised over a period of up to 5 (five) years;
- (viii) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Fund has an open position in; and
- (ix) all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

12.6 The value of such assets shall be determined at fair value with due regard to the following principles:

(i) the General Partner will rely on the valuation methodologies of the Master Fund. The central administrative and domiciliary agent of the Fund may rely upon any valuation made by or in respect of the Master Fund without any duty of further inquiry (except in relation to obvious errors). The value of investments in the Master Fund is taken at their last official NAV known in Luxembourg at the time of calculating the NAV of the Fund. If such price is not representative of the fair value of such assets, then the price shall be determined by the General Partner on a fair value basis;

(ii) the value of any cash at hand or on deposit, bills, demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interests matured but not yet received shall be valued at the par-value of the assets, except if it appears that such value is unlikely to be received. In such a case, subject to the approval of the General Partner, the value shall be determined by deducting a certain amount to reflect the true value of the assets;

(iii) the value of transferable securities and money market instruments listed on an official stock exchange or dealt in on a regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public, a "Regulated Market" as defined by applicable laws and regulations, is based on the latest available price and if such transferable securities are dealt in on several markets, on the basis of the latest known price on the stock exchange which is normally the principal market for such securities. If the latest known price is not representative, the value shall be determined based on a reasonably foreseeable sales price to be determined prudently and in good faith;

(iv) in the event that any transferable securities or/and money market instruments are not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market operating regularly, recognised and open to the public, as defined by the laws and regulations in force, the value of such assets shall be assessed on the basis of their foreseeable sales price estimated prudently and in good faith;

(v) the liquidating value of derivative contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined by the General Partner in a fair and reasonable manner, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Fund; provided that if a futures, forward and options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the General Partner may deem fair and reasonable;

(vi) the value of money market instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market and with remaining maturity of less than 12 (twelve) months and of more than 90 (ninety) days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of 90 (ninety) days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value;

(vii) units of UCITS and/or other UCI will be valued at their last determined and available Net Asset Value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the General Partner on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued at their last available stock market value;

(viii) interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rate curve; and

(ix) all other securities and other assets will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner.

12.7 Assets expressed in a currency other than the reference currency of the Fund concerned respectively in United States Dollar shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

12.8 The General Partner, at its sole discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

12.9 The liabilities of the Fund shall include:

- (i) all loans, bills and accounts payable;
- (ii) all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
- (iii) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);
- (iv) all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;
- (v) an appropriate provision for future taxes based on capital and income up to the Valuation Day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund;
- (vi) all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles; and
- (vii) the costs and disbursements of any committees incurred in relation to the furtherance of the business of the Fund (if applicable) and shareholder meetings.

12.10 In determining the amount of such liabilities the General Partner shall, with due regard to the expenses borne by the General Partner out of its management fee, take into account all expenses payable by the Fund which shall include formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, management company as well as any other agent employed by the Fund, the remuneration of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with General Partner meetings and investment committee meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Private Placement Memorandum, further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the Net Asset Value and any information relating to the estimated value of the Fund, the cost of printing certificates, if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding Shareholders', General Partner and committee meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount for yearly or other periods.

12.11 The assets and liabilities of different Classes and Series shall be allocated as follows:

- (i) the proceeds to be received from the issue of Shares of a Class and Series, if applicable shall be applied in the books of the Fund to the relevant Class and Series, if applicable;
- (ii) where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Fund to the same Class and Series, if applicable as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Class and Series, if applicable;
- (iii) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Class and Series, if applicable or to any action taken in connection with an asset of a particular Class and Series, if applicable, such liability shall be allocated to the relevant Class and Series, if applicable;
- (iv) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on Shares of any Class and Series, if applicable, the assets of such Class and Series, if applicable shall be reduced by the amount of such dividends; and
- (v) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Class and Series, if applicable, such asset or liability shall be allocated to all the Classes and Series, if applicable pro rata to the

NAV of the relevant Class and Series, if applicable or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith.

12.12 For the purposes of the NAV computation:

(i) Shares to be redeemed in accordance with the terms of the Private Placement Memorandum shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the relevant valuation time and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the relevant Class and Series, if applicable;

(ii) Shares to be issued shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the valuation time, and from such time and until received by the relevant Class and Series, if applicable, the price therefore shall be deemed to be a debt due to the relevant Class and Series, if applicable;

(iii) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the NAV for the relevant Class and Series, if applicable, is calculated shall be valued after taking into account the rate of exchange prevailing on the principal market of each such asset on the dealing day preceding the valuation time;

(iv) where on any valuation time the Fund has contracted to:

a. purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the relevant Class and Series, if applicable and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the relevant Class and Series, if applicable;

b. sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the relevant Class and Series, if applicable and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund; and

(v) provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value shall be estimated by the General Partner in good faith.

12.13 If since the time of determination of the NAV there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the Fund may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

Art. 13. Suspension of the calculation of the net asset value.

13.1 The valuation of the assets of the Fund and the calculation of NAV per Share shall be performed by the General Partner or by the agent appointed for this purpose under the supervision of the General Partner, on such frequency as set forth in the Private Placement Memorandum (each a Valuation Day).

13.2 The Fund is authorised to temporarily suspend the calculation of the NAV and the issue and redemption of Shares during any period during which the Master Fund has suspended redemption rights or postponed any payment date.

13.3 In addition to the foregoing, the General Partner, by written notice to any Shareholder, may suspend redemption rights of such Shareholder if the General Partner in good faith deems it necessary to comply with anti-money laundering laws and regulations applicable to the Fund, the Master Fund, the investment advisor, the investment manager, or any of the Fund's service providers.

13.4 Shareholders holding Shares which are the subject of a suspension will be notified of any suspension of issue, redemption or determination of NAV or of any reinstatement following a suspension thereof, in each case within 10 (ten) days of the relevant event.

13.5 Where possible, all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

Title IV - Administration

Art. 14. Management.

14.1 The Fund shall be managed by the General Partner who shall be the unlimited liable shareholder (associé-gérant-commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Fund for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund. The Limited Shareholders shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Limited Shareholders in general meetings and shall in such case be liable only to the extent of their commitments made (if any) or capital contributed to the Fund as per Art. 9 au-dessus.

14.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest which are not expressly reserved by applicable law or by these Articles to the general meeting of Shareholders, each time in compliance with the investment objectives and strategy of the Fund.

14.3 Subject to the consent of the General Partner, the General Partner may be removed from its capacity as managing General Partner by Shareholders representing a majority of 66.66% of the votes cast at a general meeting of Shareholders where at least 66.66% of the voting rights are represented, on the occurrence of the following events:

(a) any action by the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, which has been determined by an arbitrator or competent court in a final decision to constitute a fraud and which is not remedied within 60 (sixty) days after notification to the General Partner; or

(b) the determination by an arbitrator or competent court that the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, has/have wilfully or through gross negligence committed a breach of

one or more provisions of the Fund Documents, and which is not remedied within 60 (sixty) days after notification to the General Partner.

14.4 No consent of the Managing General Partner is required for such Shareholders' resolution.

14.5 The General Partner may, under its full responsibility, be assisted, while managing the Fund's assets by one or several investment managers and/or investment advisors or may delegate its powers in relation to the management of the Fund to one or several agents.

Art. 15. Custodian bank.

15.1 Under a custodian agreement the Fund will appoint a custodian in accordance with the 2007 Law.

15.2 The custodian will be a financial institution operating in Luxembourg and licensed to carry out banking activities in accordance with the terms of the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time.

15.3 Under the custodian agreement, all securities, cash and other assets of the Fund are at all times entrusted to the custodian. The custodian will carry out the usual duties regarding custody of the assets, in accordance with applicable law and the custodian agreement.

15.4 In the event the assets of the Fund are not materially deposited with the custodian or with a third party appointed by the custodian to this end (considering the nature of the assets and the activities of the Fund) the obligations of the custodian shall be limited to the supervision of the assets.

15.5 The General Partner is entitled to change the custodial arrangements described above by agreement with the custodian and/or, in its discretion, to appoint a substitute custodian.

Art. 16. Corporate Signature.

16.1 Vis-a-vis third parties, the Fund is validly bound by the sole signature of the General Partner acting through one or more authorised signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

Art. 17. Delegation of Powers.

17.1 The General Partner may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that it deems, in its discretion, necessary for the operation and management of the Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the General Partner. The officers need not be Shareholders of the Fund. Unless otherwise provided for by these Articles of Association, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the General Partner. The General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the General Partner and who will have the powers determined by the General Partner.

17.2 The General Partner may create from time to time one or several committees composed of General Partner members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions.

18.1 The General Partner, based upon the principle of risk diversification and in accordance with the Private Placement Memorandum, has the power to determine the investment policies and strategies of the Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, within the restrictions as shall be set forth by the General Partner in compliance with applicable laws and regulations.

18.2 The Fund or the Master Fund may employ, as set forth in the Private Placement Memorandum, techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments for the purpose of hedging.

Art. 19. Conflict of Interests.

19.1 No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the members of the board of managers or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any member of the board of managers of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm, with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

19.2 In the event that any member of the board of managers of the General Partner may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such person shall make known to the General Partner such conflict of interests and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such person's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

19.3 The conflict of interests referred to in the preceding paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the sponsor, the investment advisor, investment manager, the custodian, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the General Partner on its discretion.

Art. 20. Indemnification.

20.1 To the fullest extent permitted by law, and as further set out in the Private Placement Memorandum, the General Partner and each of its affiliates, and their respective members, officers, directors, partners, employees and agents are fully protected and indemnified by the Master Fund for costs and expenses incurred by them or any of them in connection with any action, suit or proceeding arising from any act or omission taken or suffered by any of them for or on behalf of the Master Fund (including amounts paid in respect of judgments or fines or in settlement of litigation and expenses, including attorneys' fees, reasonably incurred by any of them in connection with any pending or threatened litigation or proceeding); provided that this indemnity does not extend to conduct by the General Partner, any of its affiliates or their respective members, officers, directors, employees or agents if it shall have been determined by a court of competent jurisdiction that any such person engaged in fraud, bad faith, gross negligence (as determined under New York law) or willful malfeasance.

20.2 Pursuant to the investment management agreement, to the extent permitted by applicable law and as further set out in the Private Placement Memorandum, the Fund and the Master Fund will indemnify and hold harmless the Investment Manager and its affiliates and any of their respective partners, members, managers, shareholders, officers, directors, agents or employees (collectively, the Indemnified Persons), from and against any loss, expense, damage or injury, including, without limitation, any judgment, award, settlement, reasonable attorneys' fees and other costs or expenses permitted by law (collectively, Indemnified Losses), incurred in connection with the defense of any actual or threatened action, suit, proceeding or claim, which Indemnified Losses are suffered or sustained by reason of any acts, omissions or alleged acts or omissions arising out of or in connection with the Fund, the Master Fund or any related management agreement, or by reason of such person being or having been an Indemnified Person unless such Indemnified Loss was the result of the fraud, bad faith, gross negligence (as determined pursuant to New York law) or willful misconduct of such Indemnified Person. Any such indemnification shall only be from the assets of the Fund or the Master Fund.

Title V - General Meetings of Shareholders

Art. 21. Powers and voting rights.

21.1 Any regularly constituted meeting of Shareholders (a General Meeting) shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. Any resolution shall require the consent of the General Partner.

21.2 Each whole Share entitles its holder to one (1) vote at any General Meeting. Fractional Shares do not entitle the holder to a vote at a General Meeting.

Art. 22. Convening and participation.

22.1 The annual General Meeting is held every year at the Fund's registered office or at any other address in Luxembourg indicated in the convening notice. The annual General Meeting shall be held on the second Wednesday of the month of May at 4 p.m. (Luxembourg time) unless this day is not a business day, in which case the meeting shall be held on the next following business day. The first annual General Meeting will be held in 2014.

22.2 The provisions of the 1915 Law relating to the notice periods, convening procedure as well as to the conduct of general meetings shall apply to the General Meetings of the Fund, unless otherwise provided herein.

22.3 A General Meeting of Shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent to the Shareholders by registered letter at least eight calendar days prior to the meeting. The General Partner may determine any conditions which must be fulfilled by the Shareholders in order to participate in such General Meeting.

22.4 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

22.5 Shareholders representing one tenth of the share capital of the Fund may impose on the General Partner to call a General Meeting.

22.6 A Shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

22.7 Each Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

22.8 Each Shareholder may vote by way of voting forms provided by the Fund. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to (a) vote in favour, (b) vote against, or (c) abstain from voting. Voting forms must be sent back by the Shareholders to the registered office of the Fund. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for the calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention are void.

Art. 23. Quorum and majority rules.

23.1 Unless otherwise required by applicable law or by these Articles, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented, it being understood

that, unless otherwise provided in these Articles, any resolution shall validly be adopted only with the approval of the General Partner.

23.2 The General Meeting may amend these Articles only if at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles as well as the text of any proposed amendments to the object or form of the Fund. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen (15) days before the meeting in the Mémorial and in two Luxembourg newspapers. Such notices reproduce the agenda of the General Meeting and indicate the date and results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two thirds of the votes cast, provided each time that the General Partner holds a veto right.

23.3 The nationality of the Fund and the commitment of each Shareholder may only be changed with the unanimous consent of the Shareholders.

Art. 24. Bureau and minutes.

24.1 All General Meetings shall be chaired by the General Partner or by any duly authorised person designated for such purpose by the General Partner.

24.2 The minutes of the General Meeting shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary appointed by the chairman and the scrutineer, elected by the General Meeting.

Title VII - Accounts - Distributions

Art. 25. Accounting year and accounts.

25.1 The accounting year of the Fund shall commence each year on the first of January and shall end on the thirty-first of December of the same year.

25.2 Each year, the General Partner prepares the annual report in compliance with the 2007 Law. Such annual report must include a balance sheet or a statement of income and a statement of changes in equity and a cash flow statement, a report on the activities of the past financial year as well as any significant information enabling Shareholders to make an informed judgement on the development of the activities and of the results of the Fund.

25.3 The annual accounts shall be approved by the annual General Meeting.

Art. 26. Reference currency.

26.1 The Fund shall prepare its accounts in United States Dollars. For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to the Fund shall, if not denominated in United States Dollars, be converted into United States Dollars and the capital shall be the aggregate of the net assets of the Fund.

Art. 27. Auditor.

27.1 The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by an auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) appointed by the General Partner and remunerated by the Fund.

27.2 The auditor shall fulfil the duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 28. Distributions.

28.1 Following the end of each calendar quarter, after paying all applicable expenses and fees, the Fund will make a distribution (each, a Dividend) to holders of the Distribution Classes of Shares in an amount of available cash equal to the amount of mark-to-market profits for such calendar quarter attributable to Shares of the USD Distribution Class or EUR Distribution Class (together, the Distribution Classes).

28.2 No Dividend will be declared or paid in respect of a Share unless the Net Asset Value of such Share at the end of the applicable calendar quarter is greater than the Net Asset Value as of the beginning of the calendar quarter as adjusted for subscriptions, redemptions or any Dividends. Further, Dividends will only be paid to extent that (A) cash is available to the Fund, taking into consideration (i) reserves for potential expenses and (ii) potential investments under active consideration by the Investment Manager on behalf of the Fund and (B) the Master Fund pays dividends to the Fund.

28.3 Dividends will be paid pro rata based on each Share’s Net Asset Value per Share.

28.4 Distributions, if any, may be made in cash or, with the consent of the redeeming Shareholder, in kind.

28.5 No distribution may be made which would result in the NAV of the Fund to fall below the minimum capital required by the 2007 Law, as set out in Article 5.5 au-dessus.

Title VIII - Dissolution - Liquidation

Art. 29. Dissolution and liquidation of the Fund.

29.1 The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting resolving in the conditions prescribed for the amendment of these Articles, but only with the consent of the General Partner.

29.2 Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5.5, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the

General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 50% of the Shares represented at such General Meeting.

29.3 Whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital indicated in Article 5.5 au-dessus, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 25% of the Shares represented at such General Meeting.

29.4 Where the holding of a General Meeting is required in accordance with Article 29.2 au-dessus or 29.3 au-dessus, such General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the assessment that the net assets of the Fund have fallen below two third or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

29.5 In the event of dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding on such dissolution and subject to the approval of the CSSF. The operations of liquidation will be carried out pursuant to applicable law in Luxembourg.

Art. 30. Liquidation proceeds.

30.1 The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidator(s) to the Shareholders of the Fund in accordance with the rules applicable to the allocation of profits in such Sub-Fund as referred to under Art. 29 above.

30.2 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Luxembourg "Caisse de Consignation".

Art. 31. Consolidation/Splitting of Shares.

31.1 The General Partner may consolidate Shares of different Classes or split the Shares into two or more different Classes. A consolidation or split may also be resolved by a General Meeting of the Fund concerned deciding, without any quorum requirements, at the simple majority of the Shares present or represented.

Title IX - General

Art. 32. Amendments to these Articles.

32.1 These Articles may be amended by a General Meeting subject to the quorum requirements provided by the 1915 Law.

32.2 The nationality of the Fund may be changed and commitments of Shareholders (if any) increased only with the unanimous consent of all Shareholders.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Third resolution

The Meeting resolves to accept the resignation of the members of the supervisory board listed below:

- Marathon Les Grandes Jorasses GP, LLC;
- Gregory Resnick; and
- Andrew Rabinowitz.

Fourth resolution

The Meeting resolves to appoint Ernst & Young Luxembourg S.A., having its registered office in 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, as independant auditor of the Company.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand Euros (€ 2,000.-).

Declaration

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the persons appearing, they, as represented here above, signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-quatrième jour de juillet.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des associés (l'Assemblée) de Marathon Les Grandes Jorasses, une société en commandite par action, dont le siège social se situe au 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, en cours d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et constituée suivant un acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg en date du 15 juillet 2013 (la Société).

L'Assemblée est présidée par Régis Galiotto, clerc de notaire, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg.

Le Président nomme comme secrétaire, Véronica Aroutiunian, juriste, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg.

L'Assemblée élit comme scrutateur, Marjorie André, avocat, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter que:

Après que l'ordre du jour susmentionné ait été dûment examiné et après délibération, l'Assemblée décide comme suit:

I. Les associés de la Société, présents ou représentés à cette Assemblée et le nombre de leurs parts sociales est indiqué sur une liste de présence, signée ne varietur par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Cette liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II. Il ressort de la liste de présence que la seule (1) Action de Gestion et les quarante et une (41) actions ordinaires, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées à la présente Assemblée de telle sorte que l'Assemblée peut valablement délibérer sur toutes les questions à l'ordre du jour.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Refonte intégrale des statuts de la Société;
3. Acceptation de la démission des membres du Conseil de Surveillance;
4. Nomination d'Ernst & Young Luxembourg S.A. en qualité de réviseur d'entreprises agréé de la Société; et
5. Divers.

Après que l'ordre du jour susmentionné ait été dûment examiné et après délibération, l'Assemblée décide comme suit:

Première résolution

L'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société se considérant eux-mêmes valablement convoqués et ayant une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Seconde résolution

Suite à la réception de l'avis de fin d'examen en date du 25 juin 2013 envoyé par la commission de surveillance du secteur financier, les actionnaires de la société décident de refondre intégralement les statuts de la Société (les Statuts) afin de mettre leur contenu en conformité aux dispositions de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés et aux dispositions du mémorandum de placement privé.

Les parties, telles que représentées ci-dessus, ont demandé au notaire soussigné d'acter la refonte intégrale suivante des Statuts:

Title I - Form and Name - Registered Office - Duration - Purpose

Art. 1. Form and name.

1.1 There exists among the managing general partner, "associé gérant commandité" (the General Partner) and the limited partners, "actionnaires commanditaires" (the Limited Shareholders and together with the General Partner the Shareholders), a corporate partnership limited by shares in the form of a "société en commandite par actions" organised as a "société d'investissement à capital variable" qualifying as a "fonds d'investissement spécialisé" under the name of Marathon Les Grandes Jorasses Fund SCA SICAV-SIF (hereafter the Fund), governed by the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended (the 1915 Law), the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as may be amended (the 2007 Law) and the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Fund is established in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner. Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary

circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Fund is established for an unlimited duration.

3.2 The Fund shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the Shareholders.

3.3 The Fund shall not come to an end in the event of the resignation, removal, dissolution or bankruptcy or insolvency of the General Partner. The meeting of Shareholders may appoint an interim manager, who need not be a Shareholder, subject to the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

3.4 The interim manager shall adopt urgent measures and those of ordinary administration until the holding of a general meeting of Shareholders, which has to resolve on the continuation or discontinuation of the Fund and in case of a decision to continue the Fund's activities, the appointment of a replacement general partner. The interim manager shall, within fifteen days of his appointment, convene a general meeting of Shareholders in accordance with the procedures laid down in Art. 22 au-dessus.

3.5 The interim manager shall be liable only for the performance of his mandate.

Art. 4. Corporate object.

4.1 The purpose of the Fund is to invest substantially all of its assets through a "master-feeder" fund structure in Marathon Les Grandes Jorasses Master Fund SCA SICAV-SIF, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) created under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and approved by the Commission de Surveillance du Secteur Financier under the provisions of the 2007 Law (the Master Fund).

4.2 The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the 2007 Law.

Title II - Share Capital

Art. 5. Share Capital.

5.1 The share capital of the Fund shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund. The initial share capital of the Fund upon incorporation amounted to forty-two thousand United States Dollars (USD 42,000) divided into (i) one (1) voting, non-participating, ordinary management share to be issued at a subscription price of one thousand United States Dollars (USD 1,000) (the Management Share), and (ii) forty-one (41) voting, participating shares, issued at formation at a subscription price of one thousand United States Dollars (USD 1,000) per share (the Founder Shares).

5.2 The Founder Shares will be compulsorily redeemed by the General Partner immediately after the first issuance of Ordinary Shares and provided that at least forty one (41) such Ordinary Shares have been issued, and the subscription price will be returned to the holder of such Ordinary Shares.

5.3 The Management Share is exclusively reserved to the General Partner and does not carry the right to participate in the assets of the Fund on a winding up (other than the return of paid up capital on that Share) or in any dividends of the Fund.

5.4 The Ordinary Shares (as defined below) are offered to well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law (each a Well-Informed Investor).

5.5 The minimum capital of the Fund shall be the equivalent, in United States Dollars, of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000), which must be reached within twelve months after the date on which the Fund has been authorised in accordance with the 2007 Law.

Art. 6. Investor Shares.

6.1 Upon formation of the Fund, eight classes of ordinary shares (the Ordinary Shares and together with the Management Share and the Founder Shares, the Shares) may be issued to qualifying investors:

- the EUR Lock-Up Distribution Class Shares;
- the EUR Lock-Up Accumulation Class Shares;
- the USD Lock-Up Distribution Class Shares;
- the USD Lock-Up Accumulation Class Shares;
- the EUR Non-Lock-Up Distribution Class Shares;
- the EUR Non-Lock-Up Accumulation Class Shares;
- the USD Non-Lock-Up Accumulation Class Shares; and
- the USD Non-Lock-Up Distribution Class Shares.

6.2 The EUR Lock-Up Distribution Class Shares, the EUR Lock-Up Accumulation Class Shares, the EUR Non-Lock-Up Distribution Class Shares and the EUR Non-Lock-Up Accumulation Class Shares (together, the EUR Classes) will be denominated in Euros, while the USD Lock-Up Distribution Class Shares, the USD Lock-Up Accumulation Class Shares,

USD Non-Lock-Up Distribution Class Shares and the USD Non-Lock-Up Accumulation Class Shares (together, the USD Classes) will be denominated in United States Dollars.

6.3 The General Partner will issue a new series of Shares in each class of Shares (each a Series) on each issue date so that all subscribers whose applications for the issue of Shares of a particular class that are accepted as of a particular date shall receive Shares of the same Series. The purchase price for the Shares of each Series in the USD Classes shall be one thousand United States Dollars (USD 1,000) per Share. The purchase price for each Series of Shares in the EUR Class shall be one thousand Euros (EUR 1,000) per Share.

6.4 The General Partner shall issue Shares to Well-informed Investors in accordance with the provisions of the Private Placement Memorandum.

Art. 7. Classes of Shares.

7.1 In addition to the Management Share and the Shares, the General Partner may, at any time, issue further classes of shares (collectively the Classes and individually a Class), which may carry different rights and obligations inter alia with regard to eligible investors, income and profit entitlements, redemption features, reporting obligations and/or fee and cost features as described in the private placement memorandum of the Fund (the Private Placement Memorandum).

Art. 8. Form of Shares.

8.1 The Fund shall issue Shares in registered form only.

8.2 All issued Shares of the Fund shall be registered in the share register which shall be kept at the registered office of the Fund and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered Shares held by him and the amount paid up on each fractional share.

8.3 The inscription of the Shareholder's name in the share register evidences his right of ownership on such registered Shares. The Fund shall not issue certificates for such inscription.

8.4 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the share register.

8.5 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the share register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the share register by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the General Partner from time to time.

8.6 The Fund recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Fund. The General Partner has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Shares(s) until such attorney has been duly appointed. In the event that a Share is registered in the name of more than one person, the first-named holder in the register shall be deemed to be the representative of all joint holders and shall alone be entitled to be treated as a holder of such Share for all purposes, including without limitation, to receive notices from the Fund.

8.7 The Fund may decide to issue fractional Shares, up to three decimal places. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

8.8 Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders by bank transfer or by cheque sent to their mandated addresses in the share register.

Art. 9. Issue and subscription of Shares.

9.1 Shares may only be subscribed for by investors who comply with the status of Well-Informed Investor. The compliance of each subscriber with the status of Well-Informed Investor will be verified by the General Partner or any agent to which such function has been delegated by the General Partner. This restriction is not applicable to the General Partner.

9.2 Investors wishing to subscribe for Shares in the Fund shall execute a subscription agreement (the Subscription Agreement), which upon acceptance will be signed by the General Partner. Investors thus commit themselves to subscribing and accepting Investor Shares in accordance with these Articles as well as the terms and conditions set forth in the Private Placement Memorandum.

9.3 The General Partner is authorised to issue, at any time, an unlimited number of additional Shares in any Class, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. Each newly issued Share in one specific Class entitles its holder to the same rights and obligations of the holders of existing Shares in the same Class.

9.4 No additional Management Share may be issued.

9.5 Shares of a Series received by a subscriber as of a particular date is unique to such subscriber and such date. Shares of each Series within a specific Class will have the same characteristics as the Shares of each other Series of that Class, differing only in respect of their issue date and subscriber and thus in respect of any right or obligation based on such issue date.

9.6 Shareholders may elect to exchange any Series of Shares in a Class for Shares in a new Series of Shares of a different Class as of any calendar month-end upon 30 days' prior notice to the General Partner.

9.7 The Fund will issue Shares denominated in either United States Dollars or Euros, but may invest in assets denominated in other currencies. Accordingly, a change in the value of such other currencies relative to the United States Dollar or the Euro would affect the value of any related Shares to the extent that the Investment Manager is not successful in hedging currency fluctuations or elects not to engage in currency hedging activities. The Fund may enter into currency hedging transactions to seek to protect either the United States Dollar or the Euro currency value of the Shares against fluctuations in the value of the other currencies, and thus seek to minimize fluctuations in the Net Asset Value of the Shares.

9.8 Shares shall have no par value.

9.9 The General Partner may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription level. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted shall be detailed in the Private Placement Memorandum. The issue price of Shares is determined by the General Partner on a Class by Class basis as fully described in the Private Placement Memorandum and in these Articles.

9.10 Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of the entire issue price, which must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner and fully described in the Private Placement Memorandum.

9.11 The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law.

9.12 If an Investor does not meet the payment requirements as fully described in the Private Placement Memorandum, it will be in default and the relevant Shares will not be issued.

9.13 The General Partner may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Shares and to deliver the Shares.

Art. 10. Transfer of Shares.

10.1 Shares may not be transferred or assigned, in whole or in part, without the prior written consent of the General Partner, which may be granted or withheld in the sole discretion of the General Partner, except that any Shareholder may transfer its Shares to an affiliate of such Shareholder, subject to the conditions that (i) such transfer does not result in an adverse legal, regulatory or tax effect on the Fund, the Master Fund, any Shareholder, the General Partner or the investment manager of both the Fund and the Master Fund (the Investment Manager), (ii) the relevant transferee completes a subscription document acceptable to the General Partner representing that it meets all relevant eligibility requirements for an investment in the Fund and (iii) such transfer occurs on a month-end with 30 days prior written notice to the Fund.

10.2 The Management Share is exclusively and mandatorily transferable to a replacement general partner upon replacement of the General Partner as per Article 3.3 au-dessus.

Art. 11. Redemption of Shares.

11.1 Subject to the other restrictions on redemptions set forth in these Articles or in the Private Placement Memorandum, on or after the 12th month-end following the initial issuance of a Series of shares of any of the EUR Lock-Up Distribution Class Shares, the EUR Lock-Up Accumulation Class Shares, the USD Lock-Up Distribution Class Shares and the USD Lock-Up Accumulation Class Shares (together, the Lock-Up Class Shares) to a Shareholder, the Shareholder may elect to redeem all or any portion of such Series of shares as of the last day of each calendar quarter (each, a Redemption Date), upon written notice to the Fund given no later 60 days prior to the proposed Redemption Date. Furthermore, subject to the other restrictions on redemptions set forth in these Articles or in the Private Placement Memorandum, including the Redemption Fee (as defined below), any of the EUR Non-Lock-Up Distribution Class Shares, the EUR Non-Lock-Up Accumulation Class Shares, the USD Non-Lock-Up Distribution Class Shares and the USD Non-Lock-Up Accumulation Class Shares (together, the Non-Lock-Up Class Shares) may be redeemed on the last day of each calendar quarter following the initial issuance of such series of Non-Lock-Up Class Shares no later than 40 days written notice prior to the proposed Redemption Date.

11.2 If a Shareholder redeems all or a portion of its Shares of the Non-Lock-Up Class Shares prior to the 12th month-end following the initial issuance of such Series of Shares of the Non-Lock-Up Class Shares, a redemption fee will be payable to the Fund equal to 5% of the Net Asset Value of such redeemed shares calculated at the time of redemption (Redemption Fee). On or after the 12th month-end following the initial issuance of a Series of Shares of the Non-Lock-Up Class Shares, a Redemption Fee equal to 2% will be payable to the Fund if a Shareholder redeems all or a portion of its Non-Lock-Up Class Shares on less than 60 days (but no less than 40 days) written notice.

11.3 If a redeeming Shareholder owns Shares of more than one Series of the Class being redeemed, such Shares will be deemed to be redeemed on a "first-in-first-out" basis.

11.4 The General Partner may, in accordance with the Private Placement Memorandum and in its sole discretion, mandatorily redeem all or any portion of the Shares held by any Shareholder at any time upon 30 days' prior written

notice and may mandatorily redeem all or any portion of the Shares held by any Shareholder upon 10 days' prior written notice if the General Partner determines, in its sole discretion, that the Fund might otherwise be adversely affected.

11.5 All reasonable costs and expenses associated with any redemption (including costs incurred in connection with liquidating assets of the Master Fund to meet such redemption) are charged against the net asset value (the Net Asset Value or NAV) of the redeeming Shareholder's Shares.

11.6 A Shareholder redeeming less than 50% of the aggregate Net Asset Value of its Shares will be paid the proceeds of such redemption in cash, to the extent liquidity is reasonably available in the Fund's investment portfolio, within 30 days after the applicable Redemption Date. A Shareholder redeeming an amount equal to or greater than 50% of the aggregate Net Asset Value of its Shares will be paid the proceeds of such redemption in cash, to the extent liquidity is reasonably available in the Fund's investment portfolio, in accordance with the following schedule: (i) 50% of the proceeds to be paid within 30 days after the applicable Redemption Date; (ii) 25% of the proceeds to be paid three months from the payment made in (i); and (iii) the remaining 25% of the proceeds to be paid three months from the payment made in (ii). Redemption amounts subject to clauses (ii) and (iii) above will remain subject to the investment performance of the Fund prior to the applicable payment dates. Notwithstanding the forgoing, the Fund may, with the consent of the redeeming Shareholder, pay redemption proceeds in whole or in part in securities.

11.7 Shareholders of the Non-Lock-Up Classes have the following additional option for the payment of redemption proceeds. A Non-Lock-Up Class Shareholder redeeming an amount equal to or greater than 50% of the aggregate Net Asset Value of its Shares will be paid the proceeds of such redemption in cash in accordance with the following schedule: (i) 50% of the proceeds to be paid within 30 days after the applicable Redemption Date and (ii) the remaining 50% will be paid no later than 50 days after the applicable Redemption Date. If a Shareholder of a Non-Lock-Up Class elects this redemption proceeds payment option, it will be subject to a fee (the Accelerated Redemption Payment Fee) of 5% of the full amount redeemed. Such Shareholder will be charged the Accelerated Redemption Fee, for the benefit of the Fund, in addition to any other applicable Redemption Fees.

11.8 This additional redemption proceeds right for Shareholders of Non-Lock-Up Class Shares may result, in the case of significant redemptions by such Shareholders, in a significant increase in the illiquidity of the remaining investment portfolio.

11.9 Notwithstanding the payment schedules described above, if the General Partner, in consultation with the applicable Shareholder, determines that the Fund's investment portfolio exposure to certain illiquid assets cannot practically be liquidated without excessive diminution in value based upon the nature of the asset(s) in question and then-current market conditions, such portion of the redemption proceeds will be excluded from the applicable payment schedule. The General Partner and the redeeming Shareholder shall mutually agree upon an anticipated timetable of monetization in respect of such illiquid assets, and the redeemed Shareholder will be entitled to its pro rata share of the proceeds of such monetization (rather than the value of the corresponding portion of the aggregate redemption proceeds fixed as of the relevant Redemption Date).

11.10 A Shareholder redeeming an amount equal to or greater than 50% of the aggregate Net Asset Value of its Non-Lock-Up Shares have the additional option to choose to be paid the proceeds of such redemption in cash in accordance with the following schedule: (i) 50% of the proceeds to be paid within 30 days after the applicable Redemption Date and (ii) the remaining 50% will be paid no later than 50 days after the applicable Redemption Date. If a Shareholder of Non-Lock-Up Shares elects this redemption proceeds payment option, it will be subject to a fee of 10% of the full amount redeemed and such fee will be charged to such Shareholder, for the benefit of the Fund, in addition to any other applicable Redemption Fees.

11.11 The General Partner may suspend the right of redemption or postpone the date of payment of redemption proceeds under certain circumstances as set out in the Private Placement Memorandum.

Title III - Net Asset Value

Art. 12. Calculation of the net asset value.

33.1 The reference currency of the Fund is the United States Dollar. The Net Asset Value is calculated by the Administrative Agent under the responsibility of the General Partner.

33.2 The NAV per Share is calculated on a Class by Class and Series by Series basis (if applicable) on such frequency as set forth in the Private Placement Memorandum.

12.1 All assets and liabilities of the Fund shall be valued at fair value in compliance with the accounting principles applicable to the Fund. The General Partner, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

12.2 The Net Asset Value of the Fund is determined by aggregating the value of all securities and other assets of the Fund, meaning in large part the Fund's interest in the Master Fund, and subtracting all of the Fund's liabilities. Net Asset Value per class of Shares (or Series within such class, as applicable) is equal to the amount of the Fund's Net Asset Value allocable to such class (or Series, as applicable). Net Asset Value per Share is calculated by dividing the Net Asset Value of a Series by the number of Shares of such Series outstanding. The Fund may suspend the determination of their respective Net Asset Values at any of the times when redemptions are permitted to be suspended, as described in the Private Placement Memorandum.

33.3 The assets of the Fund shall include:

- (x) all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (xi) all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
- (xii) all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
- (xiii) all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- (xiv) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
- (xv) the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as the same have not been written off and insofar the Fund shall be reimbursed for the same;
- (xvi) the marketing and distribution costs of the Fund, which may be amortised over a period of up to 5 (five) years;
- (xvii) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Fund has an open position in; and
- (xviii) all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

33.4 The value of such assets shall be determined at fair value with due regard to the following principles:

(x) the General Partner will rely on the valuation methodologies of the Master Fund. The central administrative and domiciliary agent of the Fund may rely upon any valuation made by or in respect of the Master Fund without any duty of further inquiry (except in relation to obvious errors). The value of investments in the Master Fund is taken at their last official NAV known in Luxembourg at the time of calculating the NAV of the Fund. If such price is not representative of the fair value of such assets, then the price shall be determined by the General Partner on a fair value basis;

(xi) the value of any cash at hand or on deposit, bills, demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interests matured but not yet received shall be valued at the par-value of the assets, except if it appears that such value is unlikely to be received. In such a case, subject to the approval of the General Partner, the value shall be determined by deducting a certain amount to reflect the true value of the assets;

(xii) the value of transferable securities and money market instruments listed on an official stock exchange or dealt in on a regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public, a "Regulated Market" as defined by applicable laws and regulations, is based on the latest available price and if such transferable securities are dealt in on several markets, on the basis of the latest known price on the stock exchange which is normally the principal market for such securities. If the latest known price is not representative, the value shall be determined based on a reasonably foreseeable sales price to be determined prudently and in good faith;

(xiii) in the event that any transferable securities or/and money market instruments are not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market operating regularly, recognised and open to the public, as defined by the laws and regulations in force, the value of such assets shall be assessed on the basis of their foreseeable sales price estimated prudently and in good faith;

(xiv) the liquidating value of derivative contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined by the General Partner in a fair and reasonable manner, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Fund; provided that if a futures, forward and options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the General Partner may deem fair and reasonable;

(xv) the value of money market instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market and with remaining maturity of less than 12 (twelve) months and of more than 90 (ninety) days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of 90 (ninety) days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value;

(xvi) units of UCITS and/or other UCI will be valued at their last determined and available Net Asset Value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the General Partner on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued at their last available stock market value;

(xvii) interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rate curve; and

(xviii) all other securities and other assets will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner.

33.5 Assets expressed in a currency other than the reference currency of the Fund concerned respectively in United States Dollar shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day. If such rate of

exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

33.6 The General Partner, at its sole discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

33.7 The liabilities of the Fund shall include:

- (viii) all loans, bills and accounts payable;
- (ix) all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
- (x) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);
- (xi) all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;
- (xii) an appropriate provision for future taxes based on capital and income up to the Valuation Day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund;
- (xiii) all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles; and
- (xiv) the costs and disbursements of any committees incurred in relation to the furtherance of the business of the Fund (if applicable) and shareholder meetings.

33.8 In determining the amount of such liabilities the General Partner shall, with due regard to the expenses borne by the General Partner out of its management fee, take into account all expenses payable by the Fund which shall include formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, management company as well as any other agent employed by the Fund, the remuneration of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with General Partner meetings and investment committee meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Private Placement Memorandum, further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the Net Asset Value and any information relating to the estimated value of the Fund, the cost of printing certificates, if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding Shareholders', General Partner and committee meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount for yearly or other periods.

33.9 The assets and liabilities of different Classes and Series shall be allocated as follows:

- (vi) the proceeds to be received from the issue of Shares of a Class and Series, if applicable shall be applied in the books of the Fund to the relevant Class and Series, if applicable;
- (vii) where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Fund to the same Class and Series, if applicable as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Class and Series, if applicable;
- (viii) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Class and Series, if applicable or to any action taken in connection with an asset of a particular Class and Series, if applicable, such liability shall be allocated to the relevant Class and Series, if applicable;
- (ix) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on Shares of any Class and Series, if applicable, the assets of such Class and Series, if applicable shall be reduced by the amount of such dividends; and
- (x) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Class and Series, if applicable, such asset or liability shall be allocated to all the Classes and Series, if applicable pro rata to the NAV of the relevant Class and Series, if applicable or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith.

33.10 For the purposes of the NAV computation:

- (vi) Shares to be redeemed in accordance with the terms of the Private Placement Memorandum shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the relevant valuation time and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the relevant Class and Series, if applicable;
- (vii) Shares to be issued shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the valuation time, and from such time and until received by the relevant Class and Series, if applicable, the price therefore shall be deemed to be a debt due to the relevant Class and Series, if applicable;

(viii) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the NAV for the relevant Class and Series, if applicable, is calculated shall be valued after taking into account the rate of exchange prevailing on the principal market of each such asset on the dealing day preceding the valuation time;

(ix) where on any valuation time the Fund has contracted to:

a. purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the relevant Class and Series, if applicable and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the relevant Class and Series, if applicable;

b. sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the relevant Class and Series, if applicable and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund; and

(x) provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value shall be estimated by the General Partner in good faith.

33.11 If since the time of determination of the NAV there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the Fund may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

Art. 13. Suspension of the calculation of the net asset value.

13.1 The valuation of the assets of the Fund and the calculation of NAV per Share shall be performed by the General Partner or by the agent appointed for this purpose under the supervision of the General Partner, on such frequency as set forth in the Private Placement Memorandum (each a Valuation Day).

13.2 The Fund is authorised to temporarily suspend the calculation of the NAV and the issue and redemption of Shares during any period during which the Master Fund has suspended redemption rights or postponed any payment date.

13.3 In addition to the foregoing, the General Partner, by written notice to any Shareholder, may suspend redemption rights of such Shareholder if the General Partner in good faith deems it necessary to comply with anti-money laundering laws and regulations applicable to the Fund, the Master Fund, the investment advisor, the investment manager, or any of the Fund's service providers.

13.4 Shareholders holding Shares which are the subject of a suspension will be notified of any suspension of issue, redemption or determination of NAV or of any reinstatement following a suspension thereof, in each case within 10 (ten) days of the relevant event.

13.5 Where possible, all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

Title IV - Administration

Art. 14. Management.

14.1 The Fund shall be managed by the General Partner who shall be the unlimited liable shareholder (associé-gérant-commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Fund for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund. The Limited Shareholders shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Limited Shareholders in general meetings and shall in such case be liable only to the extent of their commitments made (if any) or capital contributed to the Fund as per Art. 9 au-dessus.

14.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest which are not expressly reserved by applicable law or by these Articles to the general meeting of Shareholders, each time in compliance with the investment objectives and strategy of the Fund.

14.3 Subject to the consent of the General Partner, the General Partner may be removed from its capacity as managing General Partner by Shareholders representing a majority of 66.66% of the votes cast at a general meeting of Shareholders where at least 66.66% of the voting rights are represented, on the occurrence of the following events:

(c) any action by the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, which has been determined by an arbitrator or competent court in a final decision to constitute a fraud and which is not remedied within 60 (sixty) days after notification to the General Partner; or

(d) the determination by an arbitrator or competent court that the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, has/have wilfully or through gross negligence committed a breach of one or more provisions of the Fund Documents, and which is not remedied within 60 (sixty) days after notification to the General Partner.

14.4 No consent of the Managing General Partner is required for such Shareholders' resolution.

14.5 The General Partner may, under its full responsibility, be assisted, while managing the Fund's assets by one or several investment managers and/or investment advisors or may delegate its powers in relation to the management of the Fund to one or several agents.

Art. 15. Custodian bank.

15.1 Under a custodian agreement the Fund will appoint a custodian in accordance with the 2007 Law.

15.2 The custodian will be a financial institution operating in Luxembourg and licensed to carry out banking activities in accordance with the terms of the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time.

15.3 Under the custodian agreement, all securities, cash and other assets of the Fund are at all times entrusted to the custodian. The custodian will carry out the usual duties regarding custody of the assets, in accordance with applicable law and the custodian agreement.

15.4 In the event the assets of the Fund are not materially deposited with the custodian or with a third party appointed by the custodian to this end (considering the nature of the assets and the activities of the Fund) the obligations of the custodian shall be limited to the supervision of the assets.

15.5 The General Partner is entitled to change the custodial arrangements described above by agreement with the custodian and/or, in its discretion, to appoint a substitute custodian.

Art. 16. Corporate Signature.

16.1 Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the sole signature of the General Partner acting through one or more authorised signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

Art. 17. Delegation of Powers.

17.1 The General Partner may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that it deems, in its discretion, necessary for the operation and management of the Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the General Partner. The officers need not be Shareholders of the Fund. Unless otherwise provided for by these Articles of Association, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the General Partner. The General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the General Partner and who will have the powers determined by the General Partner.

17.2 The General Partner may create from time to time one or several committees composed of General Partner members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions.

18.1 The General Partner, based upon the principle of risk diversification and in accordance with the Private Placement Memorandum, has the power to determine the investment policies and strategies of the Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, within the restrictions as shall be set forth by the General Partner in compliance with applicable laws and regulations.

18.2 The Fund or the Master Fund may employ, as set forth in the Private Placement Memorandum, techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments for the purpose of hedging.

Art. 19. Conflict of Interests.

19.1 No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the members of the board of managers or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any member of the board of managers of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm, with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

19.2 In the event that any member of the board of managers of the General Partner may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such person shall make known to the General Partner such conflict of interests and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such person's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

19.3 The conflict of interests referred to in the preceding paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the sponsor, the investment advisor, investment manager, the custodian, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the General Partner on its discretion.

Art. 20. Indemnification.

20.1 To the fullest extent permitted by law, and as further set out in the Private Placement Memorandum, the General Partner and each of its affiliates, and their respective members, officers, directors, partners, employees and agents are fully protected and indemnified by the Master Fund for costs and expenses incurred by them or any of them in connection with any action, suit or proceeding arising from any act or omission taken or suffered by any of them for or on behalf of the Master Fund (including amounts paid in respect of judgments or fines or in settlement of litigation and expenses, including attorneys' fees, reasonably incurred by any of them in connection with any pending or threatened litigation or proceeding); provided that this indemnity does not extend to conduct by the General Partner, any of its affiliates or their respective members, officers, directors, employees or agents if it shall have been determined by a court of competent jurisdiction that any such person engaged in fraud, bad faith, gross negligence (as determined under New York law) or willful malfeasance.

20.2 Pursuant to the investment management agreement, to the extent permitted by applicable law and as further set out in the Private Placement Memorandum, the Fund and the Master Fund will indemnify and hold harmless the Investment

Manager and its affiliates and any of their respective partners, members, managers, shareholders, officers, directors, agents or employees (collectively, the Indemnified Persons), from and against any loss, expense, damage or injury, including, without limitation, any judgment, award, settlement, reasonable attorneys' fees and other costs or expenses permitted by law (collectively, Indemnified Losses), incurred in connection with the defense of any actual or threatened action, suit, proceeding or claim, which Indemnified Losses are suffered or sustained by reason of any acts, omissions or alleged acts or omissions arising out of or in connection with the Fund, the Master Fund or any related management agreement, or by reason of such person being or having been an Indemnified Person unless such Indemnified Loss was the result of the fraud, bad faith, gross negligence (as determined pursuant to New York law) or willful misconduct of such Indemnified Person. Any such indemnification shall only be from the assets of the Fund or the Master Fund.

Title V - General Meetings of Shareholders

Art. 21. Powers and voting rights.

21.1 Any regularly constituted meeting of Shareholders (a General Meeting) shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. Any resolution shall require the consent of the General Partner.

21.2 Each whole Share entitles its holder to one (1) vote at any General Meeting. Fractional Shares do not entitle the holder to a vote at a General Meeting.

Art. 22. Convening and participation.

22.1 The annual General Meeting is held every year at the Fund's registered office or at any other address in Luxembourg indicated in the convening notice. The annual General Meeting shall be held on the second Wednesday of the month of May at 4 p.m. (Luxembourg time) unless this day is not a business day, in which case the meeting shall be held on the next following business day. The first annual General Meeting will be held in 2014.

22.2 The provisions of the 1915 Law relating to the notice periods, convening procedure as well as to the conduct of general meetings shall apply to the General Meetings of the Fund, unless otherwise provided herein.

22.3 A General Meeting of Shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent to the Shareholders by registered letter at least eight calendar days prior to the meeting. The General Partner may determine any conditions which must be fulfilled by the Shareholders in order to participate in such General Meeting.

22.4 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

22.5 Shareholders representing one tenth of the share capital of the Fund may impose on the General Partner to call a General Meeting.

22.6 A Shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

22.7 Each Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

22.8 Each Shareholder may vote by way of voting forms provided by the Fund. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to (a) vote in favour, (b) vote against, or (c) abstain from voting. Voting forms must be sent back by the Shareholders to the registered office of the Fund. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for the calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention are void.

Art. 23. Quorum and majority rules.

23.1 Unless otherwise required by applicable law or by these Articles, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented, it being understood that, unless otherwise provided in these Articles, any resolution shall validly be adopted only with the approval of the General Partner.

23.2 The General Meeting may amend these Articles only if at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles as well as the text of any proposed amendments to the object or form of the Fund. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen (15) days before the meeting in the Mémorial and in two Luxembourg newspapers. Such notices reproduce the agenda of the General Meeting and indicate the date and results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two thirds of the votes cast, provided each time that the General Partner holds a veto right.

23.3 The nationality of the Fund and the commitment of each Shareholder may only be changed with the unanimous consent of the Shareholders.

Art. 24. Bureau and minutes.

24.1 All General Meetings shall be chaired by the General Partner or by any duly authorised person designated for such purpose by the General Partner.

24.2 The minutes of the General Meeting shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary appointed by the chairman and the scrutineer, elected by the General Meeting.

Title VII - Accounts - Distributions**Art. 25. Accounting year and accounts.**

25.1 The accounting year of the Fund shall commence each year on the first of January and shall end on the thirty-first of December of the same year.

25.2 Each year, the General Partner prepares the annual report in compliance with the 2007 Law. Such annual report must include a balance sheet or a statement of income and a statement of changes in equity and a cash flow statement, a report on the activities of the past financial year as well as any significant information enabling Shareholders to make an informed judgement on the development of the activities and of the results of the Fund.

25.3 The annual accounts shall be approved by the annual General Meeting.

Art. 26. Reference currency.

26.1 The Fund shall prepare its accounts in United States Dollars. For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to the Fund shall, if not denominated in United States Dollars, be converted into United States Dollars and the capital shall be the aggregate of the net assets of the Fund.

Art. 27. Auditor.

27.1 The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by an auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) appointed by the General Partner and remunerated by the Fund.

27.2 The auditor shall fulfil the duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 28. Distributions.

28.1 Following the end of each calendar quarter, after paying all applicable expenses and fees, the Fund will make a distribution (each, a Dividend) to holders of the Distribution Classes of Shares in an amount of available cash equal to the amount of mark-to-market profits for such calendar quarter attributable to Shares of the USD Distribution Class or EUR Distribution Class (together, the Distribution Classes).

28.2 No Dividend will be declared or paid in respect of a Share unless the Net Asset Value of such Share at the end of the applicable calendar quarter is greater than the Net Asset Value as of the beginning of the calendar quarter as adjusted for subscriptions, redemptions or any Dividends. Further, Dividends will only be paid to extent that (A) cash is available to the Fund, taking into consideration (i) reserves for potential expenses and (ii) potential investments under active consideration by the Investment Manager on behalf of the Fund and (B) the Master Fund pays dividends to the Fund.

28.3 Dividends will be paid pro rata based on each Share’s Net Asset Value per Share.

28.4 Distributions, if any, may be made in cash or, with the consent of the redeeming Shareholder, in kind.

28.5 No distribution may be made which would result in the NAV of the Fund to fall below the minimum capital required by the 2007 Law, as set out in Article 5.5 au-dessus.

Title VIII - Dissolution - Liquidation**Art. 29. Dissolution and liquidation of the Fund.**

29.1 The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting resolving in the conditions prescribed for the amendment of these Articles, but only with the consent of the General Partner.

29.2 Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5.5, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 50% of the Shares represented at such General Meeting.

29.3 Whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital indicated in Article 5.5 au-dessus, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 25% of the Shares represented at such General Meeting.

29.4 Where the holding of a General Meeting is required in accordance with Article 29.2 au-dessus or 29.3 au-dessus, such General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the assessment that the net assets of the Fund have fallen below two third or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

29.5 In the event of dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding on such dissolution and subject to the approval of the CSSF. The operations of liquidation will be carried out pursuant to applicable law in Luxembourg.

Art. 30. Liquidation proceeds.

30.1 The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidator(s) to the Shareholders of the Fund in accordance with the rules applicable to the allocation of profits in such Sub-Fund as referred to under Art. 29 above.

30.2 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Luxembourg "Caisse de Consignation".

Art. 31. Consolidation/Splitting of Shares.

31.1 The General Partner may consolidate Shares of different Classes or split the Shares into two or more different Classes. A consolidation or split may also be resolved by a General Meeting of the Fund concerned deciding, without any quorum requirements, at the simple majority of the Shares present or represented.

Title IX - General

Art. 32. Amendments to these Articles.

32.1 These Articles may be amended by a General Meeting subject to the quorum requirements provided by the 1915 Law.

32.2 The nationality of the Fund may be changed and commitments of Shareholders (if any) increased only with the unanimous consent of all Shareholders.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'accepter la démission des membres du conseil de surveillance tels que cités ci-dessous:

- Marathon Les Grandes Jorasses GP, LLC;
- Gregory Resnick; et
- Andrew Rabinowitz.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de nommer Ernst & Young Luxembourg S.A., établie et ayant son siège social à 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de réviseur d'entreprises agréé de la Société.

Estimation

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison des présentes est évalué à environ deux mille Euros (EUR 2.000,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est établi en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte, le notaire le signe avec les membres du bureau.

Signé: M. ANDRE, V. AROUTIUNIAN, R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 26 juillet 2013. Relation: LAC/2013/35132. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Référence de publication: 2014004608/1333.

(140004414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2014.

PT-COM, Fonds Commun de Placement.

Hiermit werden die Anteilhaber des PT-COM informiert, dass der Verwaltungsrat der Universal-Investment-Luxembourg S.A. gemäß Art. 15 des Verwaltungsreglements beschlossen hat, den o.g. Fonds mit Wirkung zum 13. Dezember 2013 zu liquidieren. Die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen wird gemäß Art. 8 und Art. 15 des Verwaltungsreglements mit Wirkung zum 09. Dezember 2013 eingestellt. Als Tag der letzten Preisberechnung (außerordentliche Bewertung) ist der 13. Dezember 2013 vorgesehen.

Die Depotbank wird den Liquidationserlös unter den Anteilhabern des Fonds nach deren Anspruch verteilen.

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014014415/1779/11.

Ypso Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.322.483.275,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 110.644.

L'an deux mille treize, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

La société NUMERICABLE GROUP S.A., une société anonyme de droit français, dont le siège social est situé Tour Ariane, 5, Place de la Pyramide, 92088 Puteaux La Défense Cedex, France, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 794 661 470 (ci-après «NG») dûment représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

NG, représentée comme décrit ci-dessus, prie le notaire soussigné d'acter qu'elle est l'associé unique (l'«Associé Unique») de la société YPSO HOLDING S.à r.l., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 110.644, constituée suivant un acte notarié du 13 septembre 2005, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 40 du 6 janvier 2006 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 15 novembre 2013, lequel acte est en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Société»).

Ladite partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, en sa qualité d'Associé Unique de la Société, a demandé au notaire instrumentant d'acter que:

(i) les dispositions légales relatives aux fusions ont été respectées de la manière suivante:

a. Un projet commun de traité de fusion-absorption (le «Projet de Fusion») a été établi conjointement par le conseil de gérance de ALTICE B2B LUX S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131.327 (ci-après la «Société Absorbée») et par le conseil de gérance de la Société en date du 4 octobre 2013. Ce projet de fusion a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2526 du 11 octobre 2013 soit plus d'un mois avant les présentes résolutions.

b. En conformité avec l'article 265 de la Loi, le conseil de gérance de la Société Absorbée et le Conseil de gérance de la Société ont été dispensés, à l'unanimité des associés, de rédiger un rapport.

c. En conformité avec l'article 266 de la Loi, la Société Absorbée et la Société ont été dispensées à l'unanimité des associés de procéder à la nomination d'un expert indépendant.

(ii) Le Projet de Fusion ainsi que les comptes au 31 août 2013 de chacune des sociétés qui fusionnent, ont été rendus disponibles aux associés desdites sociétés un mois avant la date de la présente assemblée conformément à l'article 267 de la Loi.

(iii) Une attestation de la Société certifiant la disponibilité desdits documents est mise à la disposition de l'Associé Unique, après avoir été signée ne varietur par le notaire et le mandataire de la partie comparante pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a ensuite demandé au notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Après avoir constaté que toutes les formalités prévues à l'article 267 de la Loi ont été dûment accomplies, l'Associé Unique approuve le Projet de Fusion tel que publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2526 en date du 11 octobre 2013.

La fusion sera réalisée et deviendra effective à la date où seront intervenues les décisions concordantes prises par les assemblées générales des associés des sociétés fusionnantes et elle sera opposable aux tiers après la publication de ces assemblées au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Deuxième résolution

L'Associé Unique reconnaît et approuve pour autant que de besoin le fait que conformément au Projet de Fusion, l'intégralité des droits et obligations de la Société Absorbée, et notamment mais non exclusivement les vingt et un millions deux cent cinquante mille sept cent trente-cinq (21.250.735) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) émises par la Société Absorbée et détenues par la Société (les «Parts Sociales»), sera transférée à la Société.

L'Associé Unique décide de procéder à l'annulation des Parts Sociales.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide et approuve que les documents et pièces comptables relatifs à la Société Absorbée resteront conservés pendant une période de cinq (5) ans au siège social de la Société Absorbante.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de donner pouvoir à tout employé de la société QUILVEST à Luxembourg ou à tout avocat de l'étude LUTHER à Luxembourg, d'agir au nom et pour le compte de la Société, (i) afin d'accomplir toutes formalités nécessaires auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, (ii) de signer pour le compte de la Société tous documents, à l'effet de la réalisation des points mentionnés à l'ordre du jour de la présente assemblée, (iii) et plus généralement d'accomplir toute action en rapport avec les présentes résolutions.

Déclaration

Conformément à l'article 271 (2) de la Loi, le notaire instrumentaire déclare qu'il a effectué les vérifications nécessaires et certifie l'existence et la validité des actes et formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en date nommée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au Mandataire de la comparante, connue du notaire par ses nom, prénoms, état civil et domicile, le Mandataire de la comparante a signé, ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 24 décembre 2013. Relation: EAC/2013/17259. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014013421/77.

(140014656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2014.

Altice B2B Lux. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 21.250.735,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 131.327.

L'an deux mille treize, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

La société YPSO HOLDING S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.644 (ci-après «Ypso Holding») dûment représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ypso Holding, représentée comme décrit ci-dessus, prie le notaire soussigné d'acter qu'elle est l'associé unique (l'«Associé Unique») de la société ALTICE B2B LUX S.à r.l., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 131.327, constituée suivant un acte notarié du 17 août 2007, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2270 en date du 11 octobre 2007 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 11 juin 2012, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1959 en date du 7 août 2012 (la «Société»).

Ladite partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, en sa qualité d'Associé Unique de la Société, a demandé au notaire instrumentant d'acter que:

(i) les dispositions légales relatives aux fusions ont été respectées de la manière suivante:

a. Un projet commun de traité de fusion-absorption (le «Projet de Fusion») a été établi conjointement par le conseil de gérance de l'Associé Unique (ci-après la «Société Absorbante») et par le conseil de gérance de la Société en date du 4 octobre 2013. Ce projet de fusion a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2526 du 11 octobre 2013 soit plus d'un mois avant les présentes résolutions.

b. En conformité avec l'article 265 de la Loi, le conseil de gérance de la Société Absorbante et le Conseil de gérance de la Société ont été dispensés, à l'unanimité des associés, de rédiger un rapport.

c. En conformité avec l'article 266 de la Loi, la Société Absorbante et la Société ont été dispensées à l'unanimité des associés de procéder à la nomination d'un expert indépendant.

(ii) Le Projet de Fusion ainsi que les comptes au 31 août 2013 de chacune des sociétés qui fusionnent, ont été mis à disposition des associés desdites sociétés un mois avant la date de la présente assemblée conformément à l'article 267 de la Loi.

(iii) Une attestation de la Société certifiant la disponibilité desdits documents est mise à la disposition de l'Associé Unique, après avoir été signée et validée par le notaire et le mandataire de la partie comparante pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a ensuite demandé au notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Après avoir constaté que toutes les formalités prévues à l'article 267 de la Loi ont été dûment accomplies, l'Associé Unique approuve le Projet de Fusion publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2526 du 11 octobre 2013.

La fusion sera réalisée et deviendra effective à la date où seront prises les résolutions concordantes par les assemblées générales des associés des sociétés fusionnantes, et sera opposable aux tiers après la publication de ces résolutions au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide et approuve que l'approbation de la fusion emportera transmission universelle de son patrimoine à la Société Absorbante.

L'Associé Unique décide que la Société va ainsi cesser d'exister et décide de procéder à l'annulation de l'intégralité des parts de la Société.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de mettre un terme aux mandats des gérants de la Société avec effet immédiat.

Quatrième résolution

Les documents et pièces comptables relatifs à la Société resteront conservés pendant une période de cinq (5) ans au siège social de la Société Absorbante.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de donner pouvoir à tout employé de QUILVEST, établie au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, ou tout avocat de l'étude Luther à Luxembourg d'agir au nom et pour le compte de la Société, (i) afin d'accomplir toutes formalités nécessaires afin de radier la Société (ii) et plus généralement d'accomplir toute action en rapport avec les présentes résolutions.

Déclaration

Conformément à l'article 271 (2) de la Loi, le notaire instrumentaire déclare qu'il a effectué les vérifications nécessaires et certifie l'existence et la validité des actes et formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en date nommée en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu au mandataire de la comparante, connue du notaire par ses nom, prénoms, état civil et domicile, le mandataire de la comparante a signé, ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 24 décembre 2013. Relation: EAC/2013/17258. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014012793/76.

(140014655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2014.

Bantleon Opportunities, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des BANTLEON OPPORTUNITIES, welches von der Bantleon Invest S.A. verwaltet wird und dem Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 unterliegt, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für BANTLEON Invest S.A.
UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.
Francesco MOLINO / Guillaume ANDRE
Director / Director

Référence de publication: 2014012847/13.

(140015029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 janvier 2014.

ACM Institutional Series, Fonds Commun de Placement.

The Board of Managers of the Company decided to close the following sub-funds of ACM Institutional Series as of 19 December 2013:

- ACM Institutional Series-ACM Euro Credit Total Return III
- ACM Institutional Series-ACM Low Volatility High Yield Portfolio

AllianceBernstein (Luxembourg) S.à. r.l.

The Board of Managers

Référence de publication: 2014012738/5937/10.

Pointlux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 73.949,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 76.334.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-sixth day of November,

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of POINTLUX, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 15, rue Edward Steichen L - 2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) under number B 76.334, having a share capital of seventy-three thousand eight hundred seventy-six British Pounds Sterling (GBP 73,876.-) (the Company). The Company has been incorporated on June 13, 2000 pursuant to a deed of Maître Alphonse Lentz, notary residing in Remich, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 752 of October 12, 2000. The articles of association of the Company have been amended for the last time on November 25, 2013 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

There appeared

EMEA HOLDINGS C.V., a limited partnership (commanditaire vennootschap), organized and existing under the laws of The Netherlands, with its seat at Leidschendam, The Netherlands and its office address located at Dokter Van der Stamstraat 4, 2265 BC Leidschendam, The Netherlands (the Sole Shareholder), represented by Wyndham Exchange and Rentals Subsidiary, LLC, its general partner, represented by Paul F. Cash, Executive Vice President, General Counsel and Secretary,

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed *in* varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as described above, has requested the undersigned notary to record the following:

- I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;
- II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of seventy-three British Pounds Sterling (GBP 73.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of seventy-three thousand eight hundred seventy-six British Pounds Sterling (GBP 73,876.-), represented by one thousand twelve (1,012) shares having a par value of seventy-three British Pounds Sterling (GBP 73.-) per share to seventy-three thousand nine hundred forty-nine British Pounds Sterling (GBP 73,949.-), by way of the issue of one (1) new share of the Company having a par value of seventy-three British Pounds Sterling (GBP 73.-), with such share having the same rights and obligations as the existing shares.

2. Subscription to and payment of the increase of the share capital as described in item 1. above by a contribution in cash.

3. Subsequent amendment to article 6 of the articles of association of the Company (the Articles) in order to reflect the increase of the share capital adopted under item 1. above.

4. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company (each an Authorized Representative), each individually, to proceed in the name and on behalf of the Company with the registration of the newly issued share in the register of shareholders of the Company.

5. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First Resolution:

The Sole Shareholder resolves to increase and hereby increases the share capital of the Company by an amount of seventy-three British Pounds Sterling (GBP 73.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of seventy-three thousand eight hundred seventy-six British Pounds Sterling (GBP 73,876.-), represented by one thousand twelve (1,012) shares having a par value of seventy-three British Pounds Sterling (GBP 73.-) per share to seventy-three thousand nine hundred forty-nine British Pounds Sterling (GBP 73,949.-), by way of the issue of one (1) new share of the Company having a par value of seventy-three British Pounds Sterling (GBP 73.-), with such share having the same rights and obligations as the existing shares.

Second Resolution:

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription to and full payment of the capital increase as follows:

Subscription - Payment

The Sole Shareholder hereby declares that it subscribes to one (1) new share of the Company and fully pays up such share by a contribution in cash in an amount of two million three hundred fifty thousand one hundred ninety-eight British Pounds Sterling (GBP 2,350,198.-) which is evidenced to the notary by a blocking certificate (certificat de blocage) and which shall be allocated as follows:

- (i) an amount of seventy-three British Pounds Sterling (GBP 73.-) to the nominal share capital account of the Company;
- (ii) an amount of two million three hundred fifty thousand British Pounds Sterling (GBP 2,350,000) to the share premium reserve account of the Company; and
- (iii) an amount of one hundred twenty-five British Pounds Sterling (GBP 125.-) to the legal reserve account of the Company.

The amount of the increase of the share capital is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Third resolution:

As a consequence of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the Articles in order to reflect the above changes which shall henceforth read as follows:

" **Art. 6. Share Capital.** The subscribed share capital of the Company is set at seventy-three thousand nine hundred forty-nine British Pounds Sterling (GBP 73,949.-), represented by one thousand thirteen (1,013) Shares having a par value of seventy-three British Pounds Sterling (GBP 73.-) each.

The Company's subscribed share capital may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for the amendment to the Articles, as prescribed in article 11 below."

Fourth Resolution:

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any Authorized Representative, each individually, to proceed in the name and on behalf of the Company with the registration of the newly issued share in the register of shareholders of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately three thousand Euros (3,000.- EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his/her surname, name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing party signed the present deed together with the undersigned notary.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mil treize, le vingt-six novembre,

Pardevant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de POINTLUX S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L - 2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) sous le numéro B 76.334, ayant un capital social de soixante-treize mille huit cent soixante-seize Livres Sterling (GBP 73.876,-) (la Société). La Société a été constituée le 13 juin 2000 suivant un acte de Maître Alphonse Lentz, notaire de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 752 du 12 octobre 2000. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 25 novembre 2013 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A comparu

EMEA HOLDINGS C.V., une société en commandite par actions (commanditaire vennootschap), constituée selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Dokter Van der Stamstraat 4, 2265 BC Leidschendam, Pays-Bas (l'Associé Unique), représentée par Wyndham Exchange and Rentals Subsidiary, LLC, agissant en sa qualité de commandité, représentée par Paul F. Cash, vice-président, directeur juridique et secrétaire général,

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante ainsi que par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte notarié pour être soumise ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de soixante-treize Livres Sterling (GBP 73,-) dans le but de porter le capital social de la Société de son montant actuel de soixante-treize mille huit cent soixante-seize Livres Sterling (GBP 73.876,-), représenté par mille douze (1.012) parts sociales ayant une valeur nominale de soixante-treize Livres Sterling (GBP 73,-) par part sociale à soixante-treize mille neuf cent quarante-neuf Livres Sterling (GBP 73.949,-), par l'émission d'une (1) nouvelle part sociale de la Société ayant une valeur nominale de soixante-treize Livres Sterling (GBP 73,-), laquelle a les mêmes droits et obligations que ceux attachés aux parts sociales existantes.

2. Souscription à et libération de l'augmentation du capital social tel que décrit au point 1. ci-dessus par un apport en numéraire.

3. Modification subséquente de l'article 6 des statuts de la Société (les Statuts) afin de refléter l'augmentation du capital social adoptée au point 1. ci-dessus.

4. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnée à tout gérant de la Société (chacun un Représentant Autorisé), chacun individuellement, pour procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement de la part sociale nouvellement émise dans le registre des associés de la Société.

5. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Associé Unique décide d'augmenter et par la présente augmente le capital social de la Société d'un montant de soixante-treize Livres Sterling (GBP 73,-) dans le but de porter le capital social de la Société de son montant actuel de soixante-treize mille huit cent soixante-seize Livres Sterling (GBP 73.876,-), représenté par mille douze (1.012) parts sociales ayant une valeur nominale de soixante-treize Livres Sterling (GBP 73,-) par part sociale à soixante-treize mille neuf cent quarante-neuf Livres Sterling (GBP 73.949,-), par l'émission d'une (1) nouvelle part sociale de la Société ayant une valeur nominale de soixante-treize Livres Sterling (GBP 73,-), laquelle a les mêmes droits et obligations que ceux attachés aux parts sociales existantes.

Deuxième résolution:

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante ainsi que la libération intégrale de l'augmentation du capital comme suit:

Souscription - Libération

L'Associé Unique déclare qu'il souscrit à une (1) nouvelle part sociale de la Société et libère entièrement ladite part sociale par un apport en numéraire d'un montant de deux millions trois cent cinquante mille cent quatre-vingt-dix-huit Livres Sterling (GBP 2.350.198,-) dont une preuve a été apportée au notaire par le biais d'un certificat de blocage et qui sera affecté comme suit:

(i) un montant de soixante-treize Livres Sterling (GBP 73,-) au compte capital social nominal de la Société;

(ii) un montant de deux millions trois cent cinquante mille Livres Sterling (GBP 2.350.000,-) au compte prime d'émission de la Société; et

(iii) un montant de cent vingt-cinq Livres Sterling (GBP 125,-) au compte réserve légale de la Société.

Le montant de l'augmentation de capital est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire.

Troisième Résolution:

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6 des Statuts afin de refléter les modifications ci-dessus et décide que cet article aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital Social.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à soixante-treize mille neuf cent quarante-neuf Livres Sterling (GBP 73.949,-), représenté par mille treize (1.013) Parts Sociales ayant une valeur nominale de soixante-treize Livres Sterling (GBP 73,-) chacune.

Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant de la manière requise en cas de modification des Statuts, dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessous.»

Quatrième Résolution:

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout Représentant Autorisé, chacun individuellement, pour procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement de la part sociale nouvellement émise dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à la somme de trois mille Euros (3.000.- EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante et en cas de divergence entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, même date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état civil et demeure, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 décembre 2013. Relation: LAC/2013/55089. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 14 janvier 2014.

Référence de publication: 2014008721/183.

(140009265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Immobilieci S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 136.351.

L'an deux mille treize,

Le quatorze octobre,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée "IMMOBILDIECI S.à r.l.", avec siège social à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt, dont le siège social a été transféré d'Italie suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 31 décembre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 669 du 18 mars 2008, au capital social de deux millions sept cent soixante-et-un mille trois cents euros (EUR 2.761.300,00) entièrement libéré, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 136.351.

L'assemblée est présidée par Madame Claude KRAUS, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

qui désigne comme secrétaire Madame Cathy KEMPENEERS, employée privée, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Jeanne PIEK, employée privée, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

Le bureau ayant été constitué, la Présidente expose et l'assemblée constate:

I.- Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre des parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1) Transfert du siège social statutaire, de la direction effective, de l'administration centrale et du principal établissement de la société de L- 2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt, à I-00143 Rome, 9-11, Via Luca Gaurico, et adoption de la nationalité italienne.

2) Constat de la démission du gérant unique.

3) Nomination d'un mandataire et détermination de ses pouvoirs pour les formalités administratives nécessaires et à accomplir au Luxembourg.

4) Nomination d'un nouveau gérant en Italie.

5) Nomination d'un mandataire et détermination de ses pouvoirs pour les formalités administratives nécessaires et à accomplir en Italie.

6) Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide de transférer le siège social statutaire, la direction effective, l'administration centrale et le principal établissement de la société, avec effet à la date de ce jour, de Luxembourg à Rome (Italie), et de faire adopter par la société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et de transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement, à la constitution d'une personne juridique nouvelle et le tout sous la condition suspensive de la convocation d'une assemblée générale extraordinaire en Italie, pardevant un notaire italien, afin de constater le transfert de siège, et de l'inscription de la société au Registre des Sociétés en Italie.

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée générale décide de fixer l'adresse du nouveau siège social à I-00143 Rome, 9-11, Via Luca Gaurico, et de procéder, devant un notaire italien, à une refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne.

L'assemblée générale reconnaît aussi que le capital social de la société se monte à deux millions sept cent soixante-et-un mille trois cents euros (EUR 2.761.300,00) et est entièrement payé.

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide d'accepter la démission du gérant unique de la société et décide de lui accorder décharge pleine et entière pour l'exercice de son mandat depuis sa nomination jusqu'à ce jour.

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide de donner pouvoir, avec pouvoir de substitution à un tiers, à Madame Claude KRAUS, prénommée, à l'effet de procéder à toutes les formalités administratives et fiscales du point de vue luxembourgeois suite au transfert du siège social en Italie.

Quatrième résolution:

L'assemblée générale décide de nommer Madame Simona MARINI, expert-comptable, demeurant professionnellement à I-00195 Rome, 132, Viale Giuseppe Mazzini, en qualité de nouvelle gérante unique de la société.

Cinquième résolution:

L'assemblée générale décide de donner pouvoir, avec pouvoir de substitution à un tiers, à Madame Mara PASSEGGERI, expert-comptable, demeurant professionnellement à I-00195 Rome, 132, Viale Giuseppe Mazzini, à l'effet de procéder à toutes les formalités nécessaires en Italie suite au transfert du siège social et à l'adoption de la nationalité italienne.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparantes, connues du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé avec le notaire la présente minute.

Signé: C. KRAUS, C. KEMPENEERS, J. PIEK, E. SCHLESSER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 16 octobre 2013. Relation: LAC / 2013 / 47032. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME.

Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Référence de publication: 2014012372/80.

(140013921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

MFR Naples S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 103.530.

—
Extrait des décisions prises par les associés en date du 16 octobre 2013

1. Monsieur Hugo FROMENT a démissionné de son mandat de gérant A.
2. Monsieur Gian Luca PALMIERI a démissionné de son mandat de gérant A.
3. Monsieur Gary BOND a démissionné de son mandat de gérant B.
4. Monsieur John RALSTON a démissionné de son mandat de gérant B.
5. Monsieur Joseph KAEMPFER a démissionné de son mandat de gérant B.
6. Monsieur Mark BAUWENS a démissionné de son mandat de gérant B.
7. Monsieur Brian MCDADE, administrateur de sociétés, né à Pawtucket, Rhode Island (Etats Unis d'Amérique), le 15 mai 1979, demeurant à IN 46074, Etats Unis d'Amérique, 1044, Pawtucket Drive, Westfield, a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée.
8. Monsieur Stanley SHASHOUA, administrateur de sociétés, né à New York (Etats Unis d'Amérique), le 20 octobre 1970, demeurant à NY 10028, New York, Etats Unis d'Amérique, 151, East 85th Street, Apt 19G, a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée.
9. Monsieur Emmanuel CRONIER, administrateur de sociétés, né à Paris (France), le 15 juin 1967, demeurant à 94130 Nogent sur Marne, France, 14, rue Edmond Vitry, a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée.
10. Monsieur Mark EPSTEIN, administrateur de sociétés, né dans l'Illinois (Etats Unis d'Amérique), le 15 décembre 1956, demeurant à NW3 7DJ, Londres (Royaume-Uni), 10C, Greenaway Gardens, a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée.
11. Monsieur Simon John JOHNSTON, administrateur de sociétés, né à Freemantle (Australie), le 13 décembre 1960, demeurant à W1U 1WH, Londres (Royaume-Uni), 103 Wigmore Street, a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée.
12. Monsieur David CATALA, administrateur de sociétés, né à Gand (Belgique), le 19 janvier 1979, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée.
13. Monsieur Julien PONSON, administrateur de sociétés, né à Poissy (France), le 29 juillet 1981, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée.
14. Monsieur Pierre CLAUDEL administrateur de sociétés, née à Schiltigheim (France), le 23 mai 1978, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée.
15. Monsieur Joé GREIS, administrateur de sociétés, née à Luxembourg (Luxembourg), le 26 janvier 1986, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée.
16. Monsieur Douwe TERPSTRA, administrateur de sociétés, née à Leeuwarden (Pays-Bas), le 31 octobre 1958, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 9 décembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour MFR Naples S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013171653/47.

(130209536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2013.

Nouvelle Brasserie de l'Etoile S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 2, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 173.437.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014001056/9.

(140000148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Namo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3395 Roeser, 18, rue de Bivange.
R.C.S. Luxembourg B 173.627.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014001058/9.

(140000055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

MT Art Services Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 13, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 85.710.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014001043/9.

(140000018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Muller Pneus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6557 Dickweiler, 3, rue de l'Eglise.
R.C.S. Luxembourg B 98.317.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014001045/9.

(140000468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

One Distribution S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 26.100,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 154.397.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014001080/9.

(140000612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Ourakan International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 150.340.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014001085/9.

(130224470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.
